



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/45/487
11 octobre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-cinquième session
Point 79 de l'ordre du jour

DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

Transfert net de ressources des pays en développement

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1 - 4	2
II. TENDANCES RELATIVES AU TRANSFERT FINANCIER NET DE RESSOURCES DES PAYS EN DEVELOPPEMENT ET SA COMPOSITION ...	5 - 14	3
III. LES TERMES DE L'ECHANGE ET LEURS LIENS AVEC LES TRANSFERTS NETS DE RESSOURCES	15 - 20	10
IV. TRANSFERTS NETS, AJUSTEMENT ET CROISSANCE	21 - 33	14
V. APPLICATIONS A LA POLITIQUE ECONOMIQUE	34 - 43	18

ANNEXE

Transfert net : exemple de quelques pays	25
--	----

I. INTRODUCTION

1. Le Conseil économique et social a adopté, à sa seconde session ordinaire de 1989, la résolution 1989/112 du 28 juillet 1989 sur le transfert net de ressources des pays en développement et ses conséquences sur la croissance économique et le développement de ces pays. Il a plus particulièrement demandé

"une analyse plus détaillée du transfert de ressources à destination et en provenance des pays en développement, des principaux facteurs qui influent sur ces transferts et de leur incidence sur la croissance et le développement de ces pays, en présentant diverses hypothèses touchant l'évolution future de cette question, en tenant compte de l'évolution récente de l'économie mondiale et en faisant une distinction entre les transferts de ressources et les transferts de capitaux, bruts et nets dans les deux cas..."

Comme suite à cette résolution, le Sous-Secrétaire général à la recherche et à l'analyse des politiques en matière de développement a présenté le 16 octobre 1989 un exposé oral préliminaire à la Deuxième Commission de l'Assemblée générale. L'Etude sur l'économie mondiale 1990 1/ contient en outre au chapitre IV une analyse détaillée du transfert financier net des pays en développement.

2. Poursuivant le débat sur cette question, l'Assemblée générale, dans sa résolution 44/232 du 22 décembre 1989, a prié le Secrétaire général de lui rendre compte de l'application des recommandations figurant au paragraphe 1 de la résolution, qui portent sur la nécessité d'assurer des ressources suffisantes pour relancer la croissance économique et le développement soutenu dans les pays en développement.

3. Lors d'une session plus récente, le Conseil économique et social a adopté la résolution E/1990/56 du 7 juillet 1990, dans laquelle le Secrétaire général est prié "d'inclure dans le rapport qu'il doit soumettre à l'Assemblée générale, conformément au paragraphe 4 de la résolution 44/232 de l'Assemblée, un examen et une analyse des questions et des problèmes soulevés par ce phénomène tant au niveau national qu'au niveau international".

4. La question du transfert net a fait l'objet d'une attention considérable au cours des dernières années. Pour l'essentiel, la détérioration du solde des transferts de nombreux pays en développement au cours des années 80 est l'un des aspects du problème de la dette. Dans le premier rapport du Secrétaire général sur le transfert net de ressources des pays en développement aux pays développés (A/42/272), daté de 1987, on examinait les aspects théoriques de la question et l'on y décrivait la structure des flux financiers à destination des pays en développement durant les années 70 et 80, en identifiant les facteurs qui ont entraîné l'actuelle sortie nette de ressources des pays en développement pris dans leur ensemble. Précédemment déjà, dans son Etude sur l'économie mondiale 1985, le Secrétariat avait attiré l'attention sur le renversement des flux de ressources vers les pays en développement qui s'était produit en 1983-1984. En 1988, dans un deuxième rapport du Secrétaire général sur le Transfert net de ressources des pays en développement vers les pays développés 2/, on élargissait l'analyse précédente en

examinant les interactions entre l'évolution des termes de l'échange et celle de la structure des flux financiers à destination et en provenance des pays en développement 3/.

II. TENDANCES RELATIVES AU TRANSFERT FINANCIER NET DE RESSOURCES DES PAYS EN DEVELOPPEMENT ET A SA COMPOSITION

5. Généralement parlant, c'est en 1980 que le transfert net de ressources de l'ensemble des pays en développement est devenu négatif, et il l'est resté depuis lors. Selon l'enquête la plus récente de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) sur le financement et la dette extérieure des pays en développement, "à moins d'un abaissement notable des taux d'intérêt sur le marché international ou d'une réduction significative de la dette (ou du service de la dette) et à moins d'une reprise vigoureuse de l'investissement dans les pays en difficulté consécutive à un renouveau du sentiment de confiance, la tendance fondamentale est au maintien d'un transfert financier net fortement négatif et qui pourrait même s'aggraver 4/. Le transfert négatif n'est donc pas un phénomène passager.

6. Les pays en développement sont traditionnellement des "pays importateurs de capitaux", c'est-à-dire qu'ils importent des biens et des services plus rapidement qu'ils n'en exportent, et qu'ils "importent des capitaux" pour financer le déficit courant qui s'ensuit. Ce phénomène illustre aussi la conviction qu'au stade initial de la croissance, une économie en expansion doit mettre en place un certain nombre d'activités fortement importatrices et que les besoins en importations tendent donc à dépasser la capacité d'accroître les exportations.

7. Au cours des années 80, comme on le voit au tableau 1, l'ensemble des pays en développement importateurs de capitaux - c'est-à-dire tous les pays en développement, à l'exception des huit grands pays exportateurs de pétrole classés comme "pays à excédents de capitaux" - a connu à partir de 1983 un transfert financier net négatif. Le phénomène illustré par les chiffres du tableau 1 est désormais bien connu. La même conjonction défavorable de facteurs qui a déclenché la crise de la dette au début des années 80 est à l'origine de la sortie prolongée de ressources des pays en développement. Le résultat est que ces pays dans leur ensemble sont transformés en exportateurs nets de ressources financières bien avant d'avoir atteint des niveaux de développement correspondants. On peut résumer cette conjonction de facteurs comme suit :

a) Dans de nombreux pays en développement, la dette extérieure a atteint des niveaux élevés. Au cours de la seconde moitié des années 70, les pays en développement - et notamment les nouveaux pays industriels - ont pu emprunter facilement auprès des banques commerciales. A cette époque, les taux d'intérêt réels étant très bas, de nombreux pays avaient choisi la croissance fondée sur l'endettement au lieu de la rigueur budgétaire et de l'adaptation au niveau inférieur de devises disponibles qui avait prévalu dans le passé;

Tableau 1

Transfert net de ressources financières des pays en développement
importateurs de capitaux, 1980-1989 a/

(En milliards de dollars; échantillon de 96 pays)

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989 <u>b/</u>
Transfert au titre d'investissements directs										
Courant net d'investissements	5,5	9,0	6,4	5,5	5,6	6,3	5,6	8,7	14,1	13
Revenu net des investissements	-10,5	-9,9	-9,4	-8,8	-8,0	-7,5	-6,4	-7,0	-7,8	-9
Transfert net	-5,0	-0,9	-3,0	-3,3	-2,5	-1,2	-0,8	1,7	6,3	4
Transfert au titre des courants de crédits privés										
Emprunts extérieurs à moyen et à long terme										
Courant net de crédits	35,4	48,3	40,6	26,5	17,8	11,6	7,7	1,4	6,5	6
Intérêts payés	-24,2	-31,2	-37,2	-35,2	-39,9	-38,9	-34,6	-33,9	-39,2	-42
Transfert net	11,2	17,0	3,4	-8,7	-22,0	-27,3	-27,0	-32,5	-32,8	-36
Emprunts à court terme et sorties d'avoirs nationaux <u>c/</u>										
Transfert net	0,9	-17,3	-27,2	-18,9	-12,7	-8,6	1,8	3,2	-10,1	7
Transfert au titre des subventions privées	1,2	1,2	1,2	1,9	2,1	2,5	3,4	3,5	4,2	4
Transfert au titre des courants financiers publics										
Transferts publics (subventions)	11,1	11,7	9,2	10,2	10,7	11,5	11,1	12,3	12,4	12
Courant net de crédits officiels	23,2	28,8	31,6	27,7	25,0	16,5	16,0	12,0	16,0	22
Intérêts payés	-5,8	-6,8	-8,3	-9,7	-11,3	-12,8	-15,6	-16,9	-18,2	-22
Transfert net	28,6	33,7	32,5	28,2	24,5	15,1	11,5	7,5	10,2	13
Transfert total (sur une base financière)	36,8	33,8	7,0	-1,2	-10,6	-19,4	-11,1	-16,6	-22,7	-7
Utilisation des réserves officielles <u>d/</u>	-12,8	2,7	15,9	-8,0	-19,4	1,6	8,7	-14,4	-9,9	-17
Transfert total (sur la base des dépenses)	24,0	36,5	22,9	-9,2	-30,0	-17,8	-2,4	-11,0	-32,0	-24

(Voir notes page suivante)

/...

(Notes du tableau 1)

Source : Département des affaires économiques et sociales internationales du Secrétariat de l'ONU, sur la base de données provenant du Fonds monétaire international (FMI), de l'OCDE, de la Banque mondiale et d'estimations du Secrétariat de l'ONU.

a/ Définitions : les investissements directs excluent les bénéfices réinvestis (approche des flux de trésorerie); les crédits publics comprennent l'utilisation des crédits du FMI, les intérêts comprennent les commissions du Fonds; les subventions privées comprennent le courant net de dons en provenance de résidents à l'étranger (à l'exclusion des sommes rapatriées par les travailleurs) et les subventions d'organisations non gouvernementales.

b/ Estimation préliminaire; les chiffres sont arrondis au demi-milliard de dollars le plus proche.

c/ Chiffres calculés comme poste résiduel (y compris le financement commercial à court terme, les sorties normales et inhabituelles ("fuite des capitaux"), les arriérés d'intérêts et les autres courants présentés dans le poste "Erreurs et omissions" des balances des paiements et censés être des courants financiers).

d/ Les adjonctions aux réserves sont indiquées par des chiffres négatifs.

b) Les taux d'intérêt ont par la suite enregistré une hausse très marquée, dans une structure où les prêts commerciaux à taux variables représentaient l'essentiel de la dette. A partir de 1979, les pays industrialisés, les Etats-Unis en tête, ont resserré leurs politiques monétaires pour combattre l'inflation. Les taux d'intérêt ont alors été propulsés à des niveaux sans précédent, ce qui a brutalement multiplié le coût de la dette du tiers monde;

c) Victimes de la détérioration des termes de l'échange et incapables d'accroître suffisamment rapidement leurs recettes d'exportation, de nombreux pays n'ont pu faire face à l'escalade du service de leur dette. Les mêmes politiques des pays de l'OCDE qui avaient fait monter les taux d'intérêt ont provoqué une récession mondiale au début des années 80, entraînant la baisse des prix des produits exportés par les pays en développement et réduisant leurs débouchés;

d) Le financement de sources privées s'est brusquement tari et n'a pu être compensé par des crédits publics.

8. A partir de 1982, les banques commerciales ont rapidement réduit le montant de leurs prêts aux pays en développement. Bien que la crise de la dette n'ait pas affecté la totalité des pays en développement, l'interruption du financement privé a également touché, par contagion, les pays en développement qui n'avaient pas de difficultés immédiates de balance des paiements. Comme on le voit au tableau 1, les courants nets de crédits privés vers les pays en développement importateurs de capitaux sont tombés en chute libre, étant ramenés de 48 milliards de dollars en 1981 à un peu plus d'un milliard de dollars en 1987. Il se sont légèrement redressés les années suivantes, dans le cadre des diverses opérations de restructuration de la dette. Toutefois, les nouveaux prêts accordés volontairement par les banques commerciales aux pays en développement sont à peu près inexistantes, et l'on ne s'attend pas à une reprise prochaine.

9. Parallèlement aux taux d'intérêt, les paiements d'intérêt ont rapidement augmenté. Pour les pays très endettés, ils ont plus que doublé au cours des deux premières années de la décennie (voir tableau 2). Tout au long des années 80, les taux d'intérêt sont restés très élevés. Même les accords récents de réduction de la dette n'ont guère entamé l'escalade du service de la dette entraînée par la hausse de ces taux 5/. Les taux d'intérêt ont poursuivi leur ascension en 1989, malgré les arriérés d'intérêts. Peu fréquents avant le déclenchement de la crise de la dette en 1982, ces arriérés n'ont cessé d'augmenter, illustrant les difficultés de paiement des pays endettés. Les arriérés d'intérêt sur la dette à long terme, estimés par la Banque mondiale à environ 31 milliards de dollars à la fin de 1989, ne devraient pas diminuer cette année d'après les prévisions 6/. Les chiffres relatifs au transfert négatif net seraient encore supérieurs n'était-ce pour les arriérés de paiement.

10. Le crédit public n'a pas donné lieu à un transfert négatif net. Malgré la chute brutale d'un élément aussi important que les crédits publics à l'exportation, le crédit public net est resté positif pour l'ensemble des pays en développement après 1983. Le crédit public multilatéral a continué d'augmenter au cours des années 80 mais, avec la stagnation relative du crédit public bilatéral, l'augmentation du crédit public total a été trop lente pour compenser la forte

Tableau 2

Transfert net de ressources financières vers un échantillon de pays
à revenu intermédiaire fortement endettés a/

(En milliards de dollars)

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989 b/
Transfert au titre d'investissements directs										
Courant net d'investissements	2,6	5,4	3,5	2,2	2,0	3,1	1,8	3,9	6,5	4
Revenu net des investissements	-3,6	-3,4	-3,2	-2,7	-2,5	-2,8	-3,0	-3,5	-4,3	-5
Transfert net	-1,0	2,0	0,2	-0,5	-0,5	0,3	-1,2	0,5	2,1	--
Transfert au titre des courants de crédits privés										
Courant net de crédits	26,4	28,9	12,0	0,1	0,4	-10,0	-2,5	3,7	-9,3	2
Intérêts payés	-14,3	-23,9	-34,6	-31,3	-33,9	-31,2	-25,8	-24,9	-26,9	-28
Transfert net	12,1	5,0	-22,6	-31,3	-33,6	-41,2	-28,3	-21,2	-36,2	-26
Subventions et dons privés (montant net)	0,7	0,8	0,6	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,4	1
Transfert au titre des courants financiers publics										
Transferts publics (subventions)	1,0	1,0	0,7	0,8	0,8	1,3	0,9	1,1	1,3	1
Courant net de crédits officiels	5,4	7,1	10,2	8,8	9,8	5,0	6,2	2,3	4,0	6
Intérêts payés	-2,2	-2,5	-3,1	-3,4	-4,2	-5,0	-6,3	-7,1	-7,9	-11
Transfert net	4,2	5,6	7,8	5,2	6,3	1,3	0,8	-3,8	-2,5	-4
Transfert net total (sur une base financière)	16,0	13,4	-13,9	-24,9	-26,9	-38,7	-27,7	-23,3	-35,2	-29
- Adjonction aux réserves	7,3	-7,1	-23,2	-1,0	13,5	2,2	-4,9	5,4	-3,6	6
Transfert total (sur la base des dépenses)	8,7	20,5	9,3	-23,8	-40,4	-40,9	-22,8	-28,7	-31,7	-35

Source : Département des affaires économiques et sociales internationales du Secrétariat de l'ONU, sur la base de données provenant du FMI, de la Banque mondiale et d'estimations du Secrétariat de l'ONU.

Note : Les investissements directs excluent les bénéfices réinvestis (approche des flux de trésorerie); les crédits publics comprennent l'utilisation des crédits du FMI, et les intérêts comprennent les commissions du Fonds; le courant net de crédits privés comprend les arriérés d'intérêts et de principal ainsi que les sorties de capitaux par les résidents.

a/ Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Côte d'Ivoire, Equateur, Maroc, Mexique, Nigéria, Pérou, Philippines, Uruguay, Venezuela et Yougoslavie.

b/ Estimation préliminaire.

baisse du crédit privé. Depuis 1987 cependant, le transfert financier net dû au crédit public est négatif pour l'ensemble des pays en développement importateurs de capitaux, et surtout pour les pays très endettés. Depuis quelques années, les transferts publics ne sont globalement positifs que si l'on inclut les subventions dans l'estimation (voir tableau 1) 7/.

11. Dans l'ensemble, l'évolution de la situation signifie que le renouvellement traditionnel des prêts par les banques commerciales a pris fin. Les nombreux rééchelonnements qui ont été opérés ont eu pour effet global de réduire relativement la dette contractée auprès des créanciers privés et d'augmenter celle contractée auprès des créanciers publics. Depuis 1989, les pays en développement doivent plus de la moitié de leur dette aux créanciers publics, et cette proportion est en augmentation 8/.

12. Le courant net des investissements étrangers directs vers les pays en développement a également diminué au cours des années 80, avec un solde négatif certaines années. Il a été négatif pour l'Afrique subsaharienne, mais est resté positif pour les pays à revenu intermédiaire très endettés (voir tableaux 2 et 3).

13. Ces chiffres globaux donnent une idée de la lourde tâche d'ajustement à laquelle les pays en développement doivent procéder pour faire face à ce renversement du flux des ressources financières, mais ils ne donnent qu'une image partielle de la situation. Les pays en développement ne souffrent pas tous d'un transfert négatif, même si ce phénomène est loin d'être rare. Au cours des années 80, le transfert net de crédit a été négatif dans plus de 40 pays en développement, tandis que plus de 30 pays ont subi un transfert global négatif. La situation n'est évidemment pas la même dans tous ces pays. Les conséquences d'un transfert net négatif sur le développement sont différentes selon trois grands groupes de pays : a) les pays exportateurs d'énergie qui ont été qualifiés, pour l'analyse, de "pays à excédents de capitaux"; b) les quatre pays exportateurs de produits manufacturés dont les activités ont été couronnées de succès, à savoir Hong-kong, la province chinoise de Taiwan, la République de Corée et Singapour; c) le reste des pays en développement appartenant à cette catégorie. Au chapitre IV de l'Etude sur l'économie mondiale 1990, on analyse ces cas de transfert net. La situation diffère en particulier selon que l'excédent commercial qui doit exister pour permettre un transfert financier à l'étranger est obtenu grâce à une croissance rapide des exportations ou au freinage des importations et qu'il résulte de l'évolution favorable ou défavorable des termes de l'échange. Les effets sur l'investissement et la croissance dépendent étroitement de la rapidité et de l'ampleur du renversement des flux de financement étranger ainsi que des mesures gouvernementales et de la souplesse de l'économie permettant de traduire ce renversement en un accroissement des exportations et en une augmentation de l'épargne intérieure permettant de compenser la baisse de l'épargne en provenance de l'étranger.

14. Pour diverses raisons, l'Afrique subsaharienne a bénéficié d'un solde positif de ses transferts financiers tout au long de la décennie, mais le montant de ce solde a considérablement diminué (voir tableau 3). Les banques commerciales ont une part comparativement faible dans la dette de l'Afrique subsaharienne. Des mesures spéciales d'allègement de la dette et de soutien financier ont par ailleurs

/...

Tableau 2
Transfert net de ressources financières vers l'Afrique subsaharienne
(En milliards de dollars)

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989 ^{b/}
Transfert au titre d'investissements directs										
Courant net d'investissements	-0,3	1,0	0,8	0,8	0,3	0,7	0,2	0,8	0,9	1
Revenu net des investissements	-2,5	-1,7	-1,4	-1,0	-1,0	-1,1	-0,9	-1,5	-1,4	-1
Transfert net	-2,8	-0,8	-0,6	-0,3	-0,7	-0,5	-0,8	-0,7	-0,4	--
Transfert au titre des courants de crédits privés										
Courant net de crédits	2,3	3,4	6,2	3,4	-1,0	-0,9	0,8	3,1	3,6	2
Intérêts payés	-0,6	-0,9	-1,8	-2,1	-2,2	-2,8	-2,2	-4,1	-4,1	-4
Transfert net	1,7	2,5	4,4	1,3	-3,2	-3,7	-1,5	-1,0	-0,5	-2
Subventions et dons privés (montant net)	--	0,1	0,2	0,2	0,6	0,7	0,7	0,8	0,9	1
Transfert au titre des courants financiers publics										
Transferts publics (subventions)	3,0	3,1	2,7	2,9	3,0	3,6	3,8	4,7	4,7	5
Courant net de crédits officiels	4,3	5,6	5,4	5,7	3,8	2,6	3,7	2,4	3,9	5
Intérêts payés	-0,8	-0,8	-1,0	-1,1	-1,4	-1,6	-1,8	-2,0	-2,3	-2
Transfert net	6,6	7,9	7,1	7,5	5,4	4,6	5,7	5,0	6,4	7
Transfert net total (sur une base financière)	5,5	9,8	11,1	8,8	2,2	1,1	4,1	4,2	6,4	6
- Adjonction aux réserves	4,1	-4,7	-2,3	-0,1	1,4	2,1	0,2	0,8	0,9	2
Transfert total (sur la base des dépenses)	1,3	14,5	13,4	8,9	0,8	-1,0	3,9	3,3	5,5	4

Source : Département des affaires économiques et sociales internationales du Secrétariat de l'ONU, sur la base de données provenant du FMI, de la Banque mondiale et d'estimations du Secrétariat de l'ONU.

Note : Les investissements directs excluent les bénéfices réinvestis (approche des flux de trésorerie); les crédits publics comprennent l'utilisation des crédits du FMI, et les intérêts comprennent les commissions du Fonds; le courant net de crédits privés comprend les arriérés d'intérêts et de principal ainsi que les sorties de capitaux par les résidents.

a/ Echantillon de 42 pays, dont le Nigéria.

b/ Estimation préliminaire.

été instaurées en faveur des pays à faible revenu. De plus, les subventions - publiques et privées - ont représenté et représentent encore un élément important du flux global. Pourtant, alors que le solde des transferts financiers de l'Afrique subsaharienne a été positif durant la plus grande partie de la décennie, celui d'un pays tel que le Nigéria, où les crédits privés occupent une place importante, est négatif depuis 1984.

III. LES TERMES DE L'ECHANGE ET LEURS LIENS AVEC LES TRANSFERTS NETS DE RESSOURCES

15. Il existe des interactions multiples entre l'évolution des termes de l'échange et celle de la configuration des flux financiers. Certaines ont déjà été évoquées. Une dégradation brutale des termes de l'échange, induite par une forte baisse des prix des principales exportations d'un pays, accroît les besoins de capitaux extérieurs, afin de compenser la baisse des recettes d'exportation, ou entraîne une contraction des importations, et donc, au moins dans le court terme, un ralentissement de l'activité intérieure. De même, si un pays doit transférer des capitaux à l'étranger afin de rembourser une dette antérieure, l'existence de gains résultant d'une évolution favorable des termes de l'échange facilite évidemment sa tâche, tandis que leur dégradation, amenant des pertes, la complique. Les interactions entre les flux de capitaux et les variations des termes de l'échange sont également importantes. On sait que l'abondance du crédit au cours des années 70 a dans une large mesure été la conséquence de l'extraordinaire amélioration des termes de l'échange des pays exportateurs de pétrole. En revanche, la crise de la dette est elle-même en partie le résultat de l'effondrement des cours des produits de base et de l'évolution défavorable des termes de l'échange des pays endettés. La lutte pour l'obtention d'excédents commerciaux, qu'explique la volonté de faire face à l'augmentation soudaine du service de la dette, a très probablement, à son tour, aggravé encore la baisse des cours des produits de base. Les efforts entrepris simultanément par plusieurs pays pour augmenter l'offre de produits de base, dont la demande est d'une façon générale inélastique par rapport aux prix, a pour effet de déprimer leur cours.

16. L'analyse des perspectives et des politiques de développement 9/ a toujours fait de la tendance séculaire des termes de l'échange des pays en développement une question importante, mais, tout récemment, on s'est surtout attaché à la gravité des chocs subis par les pays en développement au cours des années 80. Les cours des produits de base n'ont cessé de baisser au cours des années 80. Entre 1980 et 1988, hors combustibles, les cours réels des produits de base exportés par les pays en développement ont décliné de 40 %. Les cours des combustibles ont baissé de 50 % pendant la même période. Du fait surtout de la reprise des cours des produits minéraux et des matières premières agricoles entre le milieu de 1987 et le premier trimestre 1988, l'indice moyen des cours des produits de base s'est quelque peu ressaisi, mais il reste très inférieur à son niveau du début de la décennie. Il est resté stable en 1988, mais a réamorcé son déclin en 1989.

17. L'incidence de ces mouvements de prix sur les pays pris isolément ou regroupés a varié en fonction de la structure de leurs exportations. Les pays qui sont fortement tributaires de l'exportation de produits primaires ont perdu du terrain, tandis que ceux dont les exportations sont plus diversifiées et sont dans une forte proportion des produits manufacturés, ont vu leurs termes de l'échange connaître une évolution neutre ou, dans certains cas, s'améliorer. Mais le fait est que dans

l'ensemble les variations des termes de l'échange ont été préjudiciables aux pays en développement. A cet égard, le malheur des uns fait le bonheur des autres. Les pays industrialisés ont tiré avantage des variations des termes de l'échange au cours des années 80.

18. La mesure la plus courante des termes de l'échange est ce qu'on appelle les termes de l'échange nets, c'est-à-dire le rapport entre l'indice des prix d'exportation et celui des prix d'importation, rapport dont on suit l'évolution par rapport à une année de base. Ainsi, pour un pays donné, la diminution de ce rapport signifie que pour le même volume d'exportations, il obtiendra moins d'importations, et donc subira une baisse de son revenu réel (ou un amenuisement de ses ressources intérieures). Diverses difficultés de mesure, et notamment le choix de l'année de base, la question de l'évolution de la structure des exportations et des importations et l'interaction entre l'évolution des prix et celle des volumes, ont été examinées dans des documents antérieurs 10/. L'examen de l'incidence, sur des pays particuliers, de l'évolution des termes de l'échange doit tenir compte de la place dans son économie du commerce international et de la diversification plus ou moins poussée de ses exportations. Dans l'échantillon de pays étudiés en annexe, les pertes résultant de l'évolution des termes de l'échange représentent parfois un pourcentage très élevé du produit intérieur brut (PIB), ce qui s'explique par le fait que les exportations représentent une très forte proportion de ce dernier. L'agrégation des données à un ensemble de pays permet d'atténuer les disparités dues à ces cas extrêmes.

19. Les tableaux 4 et 5 donnent une expression quantitative de l'ampleur des chocs subis par les deux groupes de pays touchés par l'évolution du climat économique au cours des années 80. Les données relatives aux transferts financiers sont celles qui ont été calculées aux tableaux 2 et 3. Les gains ou les pertes résultant des échanges sont comparés, chaque année, à 1980, de sorte que ces estimations constituent une comparaison avec une situation hypothétique où les prix à l'exportation et à l'importation seraient restés les mêmes qu'en 1980, avec les mêmes volumes d'exportations qu'en 1980 11/.

20. Les tableaux 4 et 5 indiquent, pour chaque année, le niveau des transferts financiers nets et les gains et pertes de revenu dus aux variations des termes de l'échange. Les deux dernières lignes donnent la résultante de ces deux éléments. Comme on l'a déjà indiqué dans des analyses antérieures, c'est l'Afrique qui a le plus fortement subi le contrecoup de la baisse des cours des produits de base et des termes de l'échange 12/. En Afrique du Nord, la chute des cours du pétrole enregistrée en 1986 a eu un impact profondément défavorable sur les recettes d'exportation et sur le revenu national. En Afrique subsaharienne, les pertes résultant de la dégradation des termes de l'échange au cours des dernières années ont été équivalentes à plus de 10 % du PIB. Les transferts financiers positifs n'ont pas suffi à compenser ces pertes. La situation est quelque peu différente dans le groupe des pays fortement endettés. L'évolution des termes de l'échange y a également été défavorable, mais comme, globalement, la structure de leurs exportations est plus diversifiée, l'incidence, mesurée en proportion du PIB de 1985, est plus modérée, et là encore, au cours de la décennie, l'effet le plus sensible est celui du transfert financier net, mais l'effet global du climat économique défavorable a été très marqué, en particulier pendant la deuxième moitié de la décennie, puisqu'il a représenté de 8 à 9 % du produit intérieur brut des pays fortement endettés et de 4 à 6 % du produit intérieur brut de l'Afrique subsaharienne.

Tableau 4

Afrique subsaharienne : chocs externes a/

(Milliards de dollars et pourcentage du PIB)

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989 b/
Transferts financiers nets	1,3	14,5	13,4	8,9	0,8	-1,0	3,9	3,3	5,5	4,0
(PIB en 1985 : 175 milliards de dollars)										
Par rapport au PIB de 1985	0,7	1,8	1,7	1,1	0,1	-0,1	0,5	0,4	0,7	0,5
Termes de l'échange (1980 = 100) (Valeur des exportations en 1980 : 57 milliards de dollars)	100	95	93	94	100	99	82	74	74	72
Gains (pertes) résultant des échanges		-2,9	-4,0	-3,4	0,0	-0,6	-10,3	-14,8	-14,8	-16,0
Par rapport au PIB de 1985		-1,6	-2,3	-2,0	0,0	-0,3	-5,9	-8,5	-8,5	-9,1
Effet sur l'ensemble des ressources intérieures disponibles		11,7	9,4	5,5	0,8	-1,6	-6,4	-11,5	-9,3	-12,0
Par rapport au PIB de 1985		6,7	5,4	3,1	0,5	-0,9	-3,6	-6,6	-5,3	-6,8

Source : Département des affaires économiques et sociales internationales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, d'après des données du FMI, de la Banque mondiale et du Bureau de statistique de l'ONU.

a/ Nigéria compris.

b/ Estimation préliminaire.

/...

Tableau 5

Pays à revenu intermédiaire fortement endettés : chocs externes a/

(Milliards de dollars et pourcentage du PIB)

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989 <u>b/</u>
Transferts financiers nets	8,7	20,5	9,3	-23,8	-40,4	-40,9	-22,8	-28,7	-31,7	-35,0
(PIB en 1985 : 801 milliards de dollars)										
Par rapport au PIB de 1985	1,1	2,6	1,2	-3,0	-5,0	-5,1	-2,8	-3,6	-4,0	-4,4
Termes de l'échange (1980 = 100)										
(Valeur des exportations en 1980 : 161 milliards de dollars)	100	97	90	86	90	85	73	73	71	72
Gains (pertes) résultant des échanges		-4,8	-16,1	-22,5	-16,1	-24,2	-43,5	-43,5	-46,7	-45,1
Par rapport au PIB de 1985		-0,6	-2,0	-2,8	-2,0	-3,0	-5,4	-5,4	-5,8	-5,6
Effet sur l'ensemble des ressources intérieures disponibles		15,7	-6,8	-46,3	-56,5	-65,1	-66,3	-72,2	-78,4	-80,1
Par rapport au PIB de 1985		2,0	-0,8	-5,8	-7,1	-8,1	-8,3	-9,0	-9,8	-10,0

Source : Département des affaires économiques et sociales internationales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, d'après des données du FMI, de la Banque mondiale et du Bureau de statistique de l'ONU.

a/ Echantillon de 15 pays, dont la liste figure au tableau 2.

b/ Estimation préliminaire.

IV. TRANSFERTS NETS, AJUSTEMENT ET CROISSANCE

21. Un "transfert négatif net" entraîne inmanquablement tout un ensemble d'ajustements intérieurs, puisqu'il faut mobiliser les ressources correspondantes. Le rapport du "transfert négatif net" au PIB est une indication du fardeau que l'ajustement fait peser sur le pays considéré, puisqu'il s'agit de la proportion des ressources financières intérieures devant être transférées à l'étranger. Ainsi, il se pose un problème de transfert intérieur, qui est le revers de la médaille du transfert net. Quand le transfert de ressources vers l'extérieur entraîne des changements importants et rapides, l'ajustement nécessaire, dans le pays, n'est pas réalisable à brève échéance. La difficulté augmente à proportion de l'amenuisement des ressources intérieures résultant des pertes subies sur les termes de l'échange.

22. Comparée à divers exemples historiques, la mobilisation intérieure des ressources rendue nécessaire par ces transferts a été à la fois très lourde et brutale. Depuis qu'a éclaté la crise de la dette, les pays en développement endettés ont, en général, dû transférer à l'étranger entre 2 et 3 % de leur PIB. Pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a calculé que pendant la période 1983-1987 ce transfert financier net avait représenté 4 % du PIB. Dans plusieurs pays de la région, ce pourcentage a même été plus élevé : il a dépassé 6 % au Mexique et au Venezuela pendant la même période 13/. Ces chiffres sont supérieurs à ce qu'ont représenté les réparations versées par l'Allemagne entre les deux guerres entre 1924 et 1932. Ils sont également supérieurs au transfert net équivalant à 3 % du revenu des Etats-Unis d'Amérique réalisé pendant la période 1949-1961, sous forme d'aide, de dons et d'investissements à l'étranger dans le cadre du Plan Marshall 14/.

23. La brutalité du passage d'un transfert positif à un transfert négatif a encore accru la gravité du problème. Le tableau 6 donne certains exemples de l'évolution brutale de ces transferts, en pourcentage du PIB. On obtient ainsi une indication grossière de l'effort à consentir pour obtenir un relèvement de l'épargne intérieure, destiné à compenser le tarissement des apports extérieurs - de façon que l'investissement intérieur ne se contracte pas - et pour accroître les exportations, à la faveur d'une transformation de la production intérieure favorisant les marchandises exportables. Tous les pays ne sont pas également préparés à de telles mutations (voir annexe I). Les pays dont les termes de l'échange se dégradent ont rencontré des difficultés supplémentaires. En revanche, un pays où le taux d'épargne intérieure est très élevé et où les exportations augmentent rapidement pourrait volontairement, en fait, accroître le transfert négatif net en remboursant par anticipation une partie du principal de sa dette 15/.

Tableau 6

Transferts financiers nets en pourcentage du produit intérieur brut

(Moyennes annuelles)

	1974- 1979	1980- 1982	1983- 1987	Variation entre 1980-1982 et 1983-1987
Argentine	0,2	-2,0	-4,7	-2,7
Brésil	3,0	0,3	-3,3	-3,6
Côte d'Ivoire	-	9,2	-2,2	-11,4
Indonésie	-	-2,1	-1,2	0,9
Mexique	1,4	-0,6	-6,3	-5,7
Nigéria	-	1,2	-1,7	-2,9
République de Corée	-	3,5	-5,6	-9,1

Sources : Département des affaires économiques et sociales internationales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

24. La mobilisation intérieure des ressources nécessaires aux transferts financiers est avant tout un problème de finances publiques, car c'est le secteur public des pays endettés qui assure la plus grande part, et de loin, du service de la dette extérieure. En effet, non seulement une partie importante de la dette avait été initialement contractée par des entreprises publiques, mais également la dette contractée par le secteur privé a souvent été convertie en créances sur le secteur public. C'est le cas en particulier en Amérique latine, où les autorités ont souvent été pratiquement contraintes de prendre à leur compte la dette d'entreprises privées afin d'éviter des faillites ayant des effets dévastateurs sur l'économie. Le service de la dette extérieure en est ainsi venu à absorber une part toujours plus importante des recettes publiques de beaucoup de pays débiteurs.

25. Le fait qu'une part croissante des recettes publiques soit absorbée par les intérêts versés à l'étranger implique un accroissement du transfert de ressources du secteur privé au secteur public, pour compenser l'augmentation des dépenses publiques résultant du service de la dette. En d'autres termes, selon des spécialistes des questions financières, "une augmentation nette du solde budgétaire doit accompagner l'amélioration de la balance commerciale qui permettra le versement à l'étranger. Ou entre - la même idée étant exprimée différemment - l'Etat, qui doit assurer le service de la dette extérieure, doit pouvoir acheter au secteur privé les dollars dégagés grâce à l'excédent commercial. Le transfert supplémentaire du secteur privé au secteur public peut être obtenu par i) un alourdissement de la fiscalité, ii) une réduction des dépenses publiques autres que les intérêts versés, iii) des prêts consentis par les particuliers à l'Etat, iv) des prêts involontaires des particuliers à l'Etat, et v) un financement de

nature inflationniste" 16/. L'accélération de l'inflation qui s'est manifestée peu de temps après que les besoins de transferts eurent pris un caractère permanent dans beaucoup de pays débiteurs n'avait donc rien d'accidentel. Elle était en effet largement la conséquence des déficits budgétaires causés par le gonflement des dépenses publiques proprement financières. Pour dégager les ressources correspondant à ces paiements accrus, les autorités des pays endettés ont dû ou bien augmenter les recettes ou bien réduire les autres dépenses publiques. La hausse des taux d'inflation s'explique par l'impossibilité de parvenir à un accord politique sur le partage de la charge résultant de la réduction indispensable des dépenses publiques autres que financières ou de l'alourdissement de la fiscalité. Une forte inflation et la désorganisation des finances publiques, dans plusieurs pays endettés, attestent le poids souvent trop lourd du transfert à l'étranger et une transition trop rapide pour que des tentatives de financement non inflationnistes aient des chances de succès 17/.

26. Dans certains cas, quand les dépenses publiques représentent une part assez forte du PIB, il est possible de réduire les dépenses publiques non financières. En fait, c'est bien ce qui s'est passé, même si ces réductions n'ont pas été partout aussi draconiennes. La part des dépenses de l'administration centrale dans le PIB a baissé presque partout dans les pays en développement endettés au cours des années 80. D'une façon générale, c'est l'investissement public qui a le plus souffert de la réduction des dépenses de l'Etat, mais des dépenses courantes comme les traitements des fonctionnaires n'ont pas été épargnées. Cependant, dans la plupart des pays endettés, ces réductions n'ont pas suffi à compenser l'augmentation des dépenses publiques proprement financières et donc à empêcher un brutal gonflement du déficit budgétaire.

27. L'alourdissement de la fiscalité aurait dû permettre de mobiliser les ressources intérieures nécessaires pour assurer le transfert à l'étranger. Pour des raisons aussi bien politiques qu'administratives, et en raison de l'étroitesse de l'assiette de l'impôt, typique des pays en développement, les recettes publiques n'ont pu augmenter suffisamment rapidement. Dans certains cas, l'alourdissement de la fiscalité a été contraire au but recherché, amenant une réduction du rendement de l'impôt sur le revenu, en dépit d'un relèvement du taux marginal d'imposition. En outre, la nécessité d'augmenter les recettes fiscales au cours des années 80 a coïncidé avec une période de ralentissement de la croissance, celle-ci devenant même négative dans divers pays. En fait, les autorités se sont trouvées face à une réduction de la matière imposable, par suite de la baisse du revenu par habitant, qui était elle-même en partie la conséquence de la dégradation des termes de l'échange. De plus, dans la plupart des pays en développement, les recettes fiscales sont étroitement liées aux droits d'importation et aux taxes à l'exportation. Le fléchissement des cours des produits de base a entraîné un amenuisement de ces dernières et un véritable effondrement des importations.

28. Incapables d'augmenter les recettes publiques et, dans une moindre mesure, contraintes de ne pas trop réduire les dépenses publiques totales en raison de l'augmentation des versements à l'étranger, les pouvoirs publics se sont trouvés confrontés à une augmentation du déficit budgétaire. On a calculé que pour absorber les brutales variations du montant des transferts financiers sans réduire l'investissement public et sans avoir recours à la création de monnaie ou à

l'emprunt intérieur, il aurait fallu, en moyenne, réduire de moitié les dépenses publiques autres que les versements d'intérêts, tâche impossible pour tout gouvernement 16/.

29. Dans beaucoup de pays endettés, les déficits budgétaires, de plus en plus lourds, ne peuvent être financés que par la banque centrale, par le biais de la création de monnaie, qui est génératrice d'inflation. Dans un certain nombre d'entre eux, l'Argentine, le Brésil et le Mexique, par exemple, la dette intérieure du secteur public a augmenté à un rythme sans précédent. L'accumulation rapide de la dette publique intérieure, allant de pair avec la crise de la dette extérieure, a suscité à son tour des difficultés. Pour que le déficit du secteur public puisse être financé par l'emprunt intérieur, grâce à la vente de diverses catégories de titres publics, il a fallu un relèvement des taux d'intérêt intérieurs. Ceux-ci devaient en effet excéder les taux d'intérêt pratiqués sur les marchés des capitaux internationaux, les titres publics étant en compétition avec d'autres placements, notamment la fuite vers une monnaie forte, suscitée par l'inflation et par le risque de dévaluation de la monnaie nationale propre à toute économie endettée. Quand la dette publique augmente rapidement, le risque attribué à la dette de l'Etat influe également sur les taux d'intérêt. Ainsi, les taux d'intérêt que l'Etat doit acquitter au titre de la dette intérieure sont généralement plus élevés non seulement en termes nominaux mais aussi en termes réels, que ceux qu'il doit verser sur la dette extérieure 19/.

30. Cela explique l'apparition d'un cercle vicieux de la dette : comme une proportion importante des dépenses publiques est consacrée au versement d'intérêts, les taux d'intérêt plus élevés alourdissent le déficit budgétaire, qui, à son tour, entraîne une augmentation de la dette publique intérieure, et donc des déficits toujours plus élevés. Quand l'endettement public et l'inflation s'accroissent, l'Etat doit rééchelonner la dette à des échéances toujours plus brèves. A la limite, la dette intérieure peut être tout aussi inflationniste que la création de monnaie par la banque centrale.

31. La dévaluation de la monnaie devient un autre volet de ce processus. Les pays fortement endettés qui tentent d'assurer le service de leur dette s'efforcent d'obtenir à tout prix un excédent commercial. La politique économique est alors orientée vers l'obtention des devises fortes nécessaires au service toujours plus lourd de la dette. Tout invite alors les gouvernements à mettre en place des mécanismes qui favorisent les exportations. Cela signifie que la dévaluation de la monnaie doit être plus rapide encore que l'inflation. Tant qu'il existe une forte accumulation de la dette, l'ensemble des agents économiques s'attendent également à une dévaluation régulière de la monnaie, ce qui constitue une incitation à la fuite des capitaux. De plus, la dévaluation de la monnaie gonfle l'équivalent en monnaie locale du service de la dette extérieure et, de cette façon, contribue aussi à alourdir la part des dépenses purement financières dans le total des dépenses publiques. Ce résultat de la dévaluation de la monnaie accentue encore l'effet inflationniste inhérent à un important excédent commercial. Les autorités constatent que leur emploi des instruments de la politique économique donne des résultats contradictoires, et se heurtent même à des contradictions dans les objectifs. Une fois accomplie la dévaluation de la monnaie, l'objectif "exportation" est en conflit avec l'objectif "stabilisation des prix".

32. Le transfert à l'étranger d'une partie de l'épargne intérieure a pour résultat de réduire non seulement les investissements publics mais également les investissements privés. En fait, dans un contexte d'inflation forte, les investissements privés tendent à diminuer plus vite que l'investissement public. Le coefficient d'investissement baisse lui aussi. Dans les 15 principaux pays endettés, le coefficient d'investissement (rapport de l'investissement au PIB) avait été en moyenne de 24 % au cours des années 70, et se maintenait à ce niveau en 1981. A partir de 1982, il a commencé à baisser, et ne dépassait pas 17 % au milieu de la décennie. Les chiffres sont du même ordre pour l'ensemble de la région de l'Amérique latine. Les coefficients d'investissement, qui ont été ramenés de 23 % environ en 1980 à 16,5 % environ en 1985, sont restés aux alentours de ce niveau pendant le reste de la décennie. En Afrique, ils ont également diminué, passant de 24 % en moyenne en 1980-1982 à moins de 20 % entre 1983 et 1985, pour baisser encore, à 18 % en 1987-1989 21/.

33. Le fait que le service de la dette extérieure et intérieure absorbe une part grandissante du budget de l'Etat a eu une autre conséquence comportant des répercussions à long terme, à savoir la dégradation des services sociaux, notamment dans le domaine de la santé et de l'éducation. Dans les pays en développement, les soins de santé, l'éducation, le logement, l'adduction d'eau salubre et l'assainissement ne sont assurés qu'à une proportion beaucoup plus faible de la population que dans les pays développés. Les autorités sont donc confrontées à des besoins non satisfaits beaucoup plus importants. Obligées de réduire les dépenses non financières, elles ont dû réduire leur budget social. Il existe un ensemble d'indications fragmentaires des effets désastreux qui ont de pareilles réductions des dépenses sociales 22/.

V. APPLICATIONS A LA POLITIQUE ECONOMIQUE

34. Les années 80 ont vu à la fois des sorties prolongées et massives de ressources des pays en développement et une croissance faible ou même négative. Dans les pays endettés, l'investissement a particulièrement souffert. Dans la plupart de ces pays, en particulier en Amérique latine et en Afrique, la crise de la dette et les sorties de capitaux qu'elle a engendrées restent le principal obstacle à la relance et au développement. La crise de la dette a également eu des répercussions défavorables sur les exportations de beaucoup de pays industrialisés 23/. Le transfert de ressources vers l'extérieur suppose leur mobilisation intérieure et les mesures concrètes prises à cet effet expliquent pour une large part la crise budgétaire de plusieurs pays en développement. Pendant toutes les années 80, les difficultés liées à l'ajustement nécessité par l'inversion des courants financiers ont été exacerbées par l'évolution défavorable des termes de l'échange. Faisant le bilan de ces tendances, la communauté internationale a reconnu que durant les années 80, l'important transfert net de ressources des pays en développement vers les pays développés a privé les premiers de ressources indispensables à leur développement 24/.

35. A supposer que les politiques économiques restent inchangées, les perspectives ne laissent pas d'être sombres pour les années 90 dans les pays en développement. Les projections faites par les organisations internationales font augurer une croissance par habitant très faible en Amérique latine et aux Caraïbes, et, pratiquement, la stagnation en Afrique. Alors que le climat économique international devrait être moins défavorable que durant les années 80, ou même être

favorable, un grand nombre de pays en développement amorcent la nouvelle décennie avec une économie beaucoup plus fragile. Les années 90 ne verront pas nécessairement une récession mondiale semblable à celle du début des années 80, ni même une baisse prolongée et importante des cours des produits de base, comme durant la dernière décennie, mais la plupart des pays en développement débiteurs souffrent actuellement d'une dépression des investissements, d'une infrastructure très dégradée et de graves difficultés de balance des paiements. Pareils handicaps étaient beaucoup moins courants au début des années 80. Pour redresser cette situation et pour relancer la croissance et le développement, des efforts nationaux et internationaux massifs s'imposent. Etant donné la diversité des causes du brutal tarissement des apports financiers nets à de nombreux pays en développement et leurs aptitudes très différentes à faire face à ces mutations, diverses combinaisons de mesures sont nécessaires. Dans beaucoup de pays, il faudra pousser plus loin l'ajustement fiscal et continuer à prendre des mesures de diversification des exportations, tout en s'efforçant de créer un climat de confiance favorable à l'épargne intérieure et à l'investissement productif, y compris à l'investissement direct étranger et au retour des capitaux fugitifs. Pareille tâche ne va pas sans poser de grandes difficultés. Pour que l'ajustement intérieur puisse être opéré, et qu'il puisse l'être en bon ordre, non seulement du point de vue économique mais également du point de vue social et politique, il ne faudrait pas que l'inversion du courant de ressources soit trop brutale. Il faut donc introduire une stabilité plus grande dans les mouvements de capitaux internationaux et s'attacher à réduire les taux d'intérêt mondiaux.

37. La question du changement brutal du sens des transferts nets peut être envisagée sous deux angles : le premier est celui des conséquences financières, le second celui de l'aptitude d'un pays à faire face à des changements aussi importants en accroissant ses recettes d'exportation. La stabilité des cours des produits de base et l'élimination du protectionnisme auquel se heurtent les produits exportés par les pays en développement réduiraient les besoins de financement compensatoire de ces pays. Un plus large accès aux marchés des pays industriels, dans les secteurs qui intéressent tout particulièrement les pays en développement, comme les textiles et l'habillement, les produits tropicaux et l'agriculture, ainsi que l'élimination de la progressivité des droits dans les pays développés - qui fait obstacle à la diversification des exportations des pays en développement - figurent parmi les mesures commerciales requises. Les mesures antidumping ne devraient pas simplement être utilisées comme un nouvel instrument protectionniste. Au-delà de l'aboutissement des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay, les pays industrialisés devront consentir à un ajustement structurel qui leur permettrait de réduire leur protectionnisme et de faire une place à la concurrence des produits manufacturés provenant des pays en développement. Et surtout, il faudra à l'échelon international une coordination des politiques pour assurer au cours des années 90 une vigoureuse croissance non inflationniste. Mais, dans cette coordination des politiques économiques entre la nécessité de soutenir la croissance économique et celle d'éviter que les nouveaux appels à l'épargne mondiale n'entraînent une hausse généralisée des taux d'intérêt, la marge de manoeuvre est très étroite.

38. Même si d'autres mesures connexes ont également un caractère essentiel, la principale contribution à un étanchement de l'hémorragie de ressources des pays en développement vers les pays développés est à rechercher du côté d'une solution

/...

publique du problème de la dette. Le plan Brady, initialement proposé par l'ancien Secrétaire du Trésor des Etats-Unis, Nicholas Brady, présente précisément cette caractéristique. On y reconnaît que les opérations volontaires de prêt ne vont pas reprendre de sitôt et que la dette ne pourra être remboursée aux conditions auxquelles elle a été initialement contractée. Marquant un changement de cap important, l'initiative Brady sanctionnait l'affectation de fonds publics à la réduction de la dette. Le plan Brady a suscité de grandes espérances quant à la possibilité de réduire l'encours, et donc le service de la dette commerciale et, par là, de réduire les transferts négatifs nets. Certains progrès ont bien été faits dans cette direction. Après des négociations prolongées et très complexes, le Costa Rica, le Mexique, les Philippines et le Venezuela ont obtenu une réduction de l'encours et du service de leur dette. Et pourtant, la dette accumulée n'a diminué que très peu.

39. Les exercices de rééchelonnement ne cessent de se multiplier tandis que les arriérés s'alourdissent sans relâche : on a là une indication de la persistance des difficultés. Restant très limitée, la réduction de la dette n'a qu'une faible incidence sur l'encours total et sur le transfert financier négatif net, et ne répond donc pas à son objectif premier, qui est de permettre une reprise des investissements, des importations et de la croissance. Le plan Brady doit être rapidement étendu à un plus grand nombre de pays en développement. Une réduction adéquate de la dette est en effet nécessaire pour relancer le développement. Quarante pays environ espèrent pouvoir bientôt être admis à bénéficier des dispositions du plan Brady, et diverses études ont établi que, dans l'ensemble, une réduction de l'ordre d'un tiers à 45 % était nécessaire pour avoir un effet notable sur l'investissement et sur la croissance. De ce point de vue, le plan Brady souffre d'un financement insuffisant, comme le montre, dans les accords de réduction de la dette récemment conclus, la pénurie de fonds publics offerts en garantie.

40. A cela il faut ajouter que les règles comptables et les dispositions fiscales et réglementaires qui régissent le fonctionnement des banques gagneraient à être réexaminées. La législation bancaire des différents pays est parfois obscure, et présente des différences qui compliquent extrêmement les négociations et rendent très difficile l'élaboration d'un schéma de réduction de l'endettement dans lequel toutes les parties assumeraient une part équitable du coût encouru. L'époque de la concertation dans les opérations de prêt laisse un ouvrage inachevé; pour l'achever et pour passer à une acceptation concertée des pertes, la démarche consistant à réduire la dette au cas par cas doit être complétée par des règles concertées de partage des coûts. Si, au plan intérieur, les différents groupes sociaux d'un pays doivent se mettre d'accord sur la meilleure façon de partager la charge comme les fruits de l'inévitable ajustement, la communauté internationale, de son côté, doit accélérer le réamorçage de la circulation des capitaux de développement, et pour cela, elle doit aussi se mettre d'accord sur certaines règles communes de partage des coûts entre les nombreuses parties prenantes.

41. Le plan Brady n'abordait que la question de la dette commerciale. On s'accorde désormais à reconnaître que la dette extérieure publique, et notamment celle qui a été contractée auprès d'institutions financières internationales, devra être prise en compte dans toute solution. L'allègement de la dette pour la plupart

des pays les moins avancés et pour d'autres pays en développement à faible revenu, en particulier en Afrique, demeure crucial. L'annulation, par des créanciers bilatéraux, de certaines dettes revêt une importance particulière pour nombreux pays de cette catégorie qui ont beaucoup de mal à assurer le service de leur dette.

42. A la suite des décisions du Sommet de Toronto, plusieurs pays à faible revenu ont pu, ces deux dernières années, tirer profit des conditions plus libérales accordées et des radiations partielles de dettes, au cours des exercices de rééchelonnement de la dette publique bilatérale menés dans le cadre du Club de Paris. S'agissant des pays à faible revenu, un nombre grandissant de pays donateurs ont converti leurs prêts d'assistance publique au développement (APD) en dons, dans l'esprit de la résolution 165 (S-IX) du Conseil du commerce et du développement de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Annoncée le 27 juin de cette année par le Président Bush, quand il a proposé de réduire la dette publique due aux Etats-Unis d'Amérique par les pays de la région, l'initiative dite "Enterprise for the Americas" reconnaissait implicitement qu'il ne fallait pas limiter aux pays les plus pauvres les critères du Club de Paris relatifs à la libéralisation des conditions de rééchelonnement et de réduction de la dette publique bilatérale. En ce qui concerne toujours les apports publics, il y a lieu de signaler un fait nouveau positif : le consentement du FMI et de la Banque mondiale à effectuer de nouveaux versements alors même qu'un pays n'aurait pas terminé ses négociations avec les banques, et même si ce pays avait des arriérés de remboursements.

43. Les apports nets de capitaux publics de développement - c'est-à-dire les dons plus les crédits publics nets - n'avaient pratiquement pas dépassé, en 1989, leur niveau de 1980. La relance de l'investissement en Afrique et en Amérique latine et la consolidation de la vigoureuse accumulation du capital observée en Asie ces dernières années nécessiteront une augmentation substantielle des apports publics nets, afin de seconder les efforts entrepris pour mobiliser l'épargne intérieure. Dans le cas des pays les moins avancés et d'autres pays à faible revenu, principalement en Afrique, l'APD reste particulièrement importante, puisqu'elle permet de réduire la pénurie de devises et de suppléer l'insuffisance de l'épargne, ce qui est indispensable à la reprise de la croissance et à l'augmentation des investissements. Dans d'autres pays en développement, les apports de capitaux publics restent d'une importance critique durant la présente période de pénurie de devises. La part importée des investissements en machines et biens d'équipement tend à être assez élevée dans les pays en développement à revenu moyen; or, ces investissements sont une condition sine qua non de la transformation de l'appareil productif et de l'essor des exportations. Ce n'est qu'une fois que la croissance aura repris et que les exportations auront acquis un certain élan que les capitaux privés - investissement direct étranger et apports de capitaux des banques commerciales - auront de bonnes chances de jouer de nouveau un rôle important dans le développement.

Notes

1/ E/1990/55.

2/ E/1988/64.

3/ Les principaux documents du Secrétariat de l'ONU dans lesquels figurent des analyses et des recommandations sur les actions à entreprendre en matière de transfert net sont les suivants : Transfert net de ressources des pays en développement aux pays développés. Rapport du Secrétaire général, 13 mai 1987 (A/42/272); Transfert net de ressources des pays en développement vers les pays développés. Rapport du Secrétaire général, 22 juin 1988 (E/1988/64); Etude sur l'économie mondiale 1985 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.85.II.C.1), p. 109 à 113; Etude sur l'économie mondiale 1986 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.86.II.C.1), notamment l'annexe III, "Définition et mesure du transfert net de ressources"; Etude sur l'économie mondiale 1989 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.89.II.C.1), chap. IV et VIII; Etude sur l'économie mondiale 1990 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.90.II.C.1), chap. IV; Crise de la dette extérieure et développement. Rapport du Secrétaire général, 16 octobre 1989 (A/44/628); Debt and managing adjustment: attracting non-debt-creating financial flows and new lending. Rapport du secrétariat de la CNUCED, 19 février 1990 (TD/B/C.3/234); Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Latin America and the Caribbean: options to reduce the debt burden. Santiago (Chili), 19 mars 1990 [LC/G.1605 (SES.23/5)].

4/ OCDE, Financement et dette extérieure des pays en développement (Paris, 1990).

5/ Selon la Banque mondiale, "les charges supplémentaires entraînées par la hausse des taux d'intérêt réels par rapport à leur moyenne de la période 1963-1980 se sont élevées, pendant les années 80, à environ 8 milliards de dollars par an pour l'Amérique latine, soit près de 1 % du total du PIB de la région. [...] Pour l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud, les charges supplémentaires entraînées pendant la décennie par la hausse des taux d'intérêt ont été moindres - moins du tiers de celles qu'ont dû supporter les pays latino-américains" (Rapport sur le développement dans le monde 1990, p. 17).

6/ World Bank Debt Tables 1989-90, vol. 1, p. 78.

7/ En ce qui concerne le Fonds monétaire international, le transfert net est négatif depuis 1986. Avec la Banque mondiale, il reste positif en raison des prêts de l'Association internationale de développement (IDA), alors que le transfert net de ressources de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, qui s'occupe des prêts non concessionnels de la Banque, est négatif depuis 1988 (Etude sur l'économie mondiale 1989 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.89.II.C.1), p. 120 à 128, et Etude sur l'économie mondiale 1990 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.90.II.C.1), p. 168 à 172). Pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le transfert net de ressources avec les prêteurs multilatéraux a été négatif (environ 2,3 milliards de dollars en 1987 et 2,9 milliards de dollars en 1988). Voir Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Latin America and the Caribbean: options to reduce the debt burden, LC/G.1605 (SES.23/5), Santiago (Chili), 1990, p. 73.

8/ World Bank Debt Tables 1989-90. First Supplement, p. 4.

9/ On trouvera un compte rendu récent de l'état de la question des tendances séculaires des termes de l'échange dans : Ronald Findlay, "Terms of trade" et dans H. W. Signer, "Terms of trade and economic development", articles du New Palgrave: A Dictionary of Economics, John Eatwell, Murray Milgate et Peter Newman, ed. (The Macmillan Press, Londres, 1987).

10/ Transfert net de ressources des pays en développement vers les pays développés. Rapport du Secrétaire général, 22 juin 1988 (E/1988/64).

11/ Si, dans les tableaux 4 et 5, on a ramené aux exportations de l'année 1980 les variations des termes de l'échange pour chacune des années successives, c'est afin d'isoler l'effet des variations de prix et d'éviter le résultat paradoxal obtenu quand on utilise les exportations courantes de chaque année, à savoir que les pertes provenant d'une évolution défavorable des termes de l'échange sont alors d'autant plus importantes que l'effort d'exportation, mesuré par l'augmentation du volume des marchandises exportées, a été couronné de succès. Selon une autre méthode, pour chacun des pays étudiés dans l'annexe, des calculs semblables des gains ou pertes résultant des échanges sont effectués au moyen de la valeur des exportations de chaque année, ce qui fait apparaître également, dans chaque cas, le succès ou l'échec des efforts faits pour accroître les recettes d'exportation.

12/ Voir Africa's commodity problems: towards a solution. A report by United Nations Secretary General's Expert Group on Africa's Commodity Problems, Groupe d'experts présidé par Malcolm Fraser (UNCTAD/EDM/ATF/1), 1990. Ce document confirme l'évolution des prix particulièrement défavorable pour l'Afrique et donne des indications surprenantes, présentées récemment, selon lesquelles les importateurs africains seraient victimes de prix excessifs à l'importation, ces prix étant supérieurs aux prix mondiaux. C'est ce qu'établit sans équivoque Alexander J. Yeats, Do African Countries Pay more for Imports? Yes (PPR Working Papers, WPS 265, Banque mondiale, septembre 1989).

13/ Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Latin America and the Caribbean: options to reduce the debt burden, Santiago (Chili), 19 mars 1990 [LC/G.1605 (SES.23/5)], annexe 1.

14/ Voir Helmut Reisen et Axel Van Trotsenburg, La dette des pays en développement : le problème budgétaire et la question du transfert (Paris, Centre de développement, OCDE, 1988).

15/ La rapidité de l'évolution varie évidemment en fonction de la période de comparaison choisie. En comparant la moyenne 1980-1982 à la moyenne 1983-1985, et en utilisant une définition semblable du transfert, le Centre de développement de l'OCDE, dans son étude, a constaté une évolution en général plus marquée que ce qui est indiqué ici (voir Reisen et Van Trotsenburg, op. cit.).

16/ Voir Vito Tanzi, Fiscal Policy and economic reconstruction in Latin America, manuscrit inédit, Fonds monétaire international, 2 novembre 1989, p. 12.

17/ Utilisant un modèle économétrique, Edmar Bacha analyse la façon dont se propage progressivement l'effet des transferts nets à l'étranger sur les variables économiques intérieures, selon un enchaînement de facteurs qui explique que les contraintes qui pèsent sur le budget de l'Etat deviennent la principale source des problèmes de croissance (et de l'inflation). Au moment où l'inflation s'accélère, un accroissement de l'excédent budgétaire primaire (opérations courantes) et une réduction de la création de monnaie sont bien la marche à suivre, mais elle peut se heurter à une forte résistance politique intérieure. L'allègement conditionnel de la dette extérieure pourrait peut-être inciter à des mesures d'austérité budgétaire de cette nature. Voir Edmar L. Bacha, "A three-gap model of foreign transfers and the GDP growth rate in developing countries", Journal of Development Economics, 32 (1990), p. 279 à 296.

18/ Voir La dette et la gestion de l'ajustement : attraction de flux financiers non générateurs de dette et de nouveaux prêts, rapport du secrétariat de la CNUCED (TD/B/C.3/234), en particulier p. 22 et tableau 3.

19/ Comme le note Tanzi, le financement intérieur est devenu très coûteux, ce qui gonfle fortement le coût de la fourniture des services publics. Voir Vito Tanzi, op. cit., p. 10.

20/ Voir Bacha, op. cit., p. 295.

21/ Les coefficients d'investissement indiqués sont tirés des publications suivantes : CEPAL, "Transformation du processus de production dans un climat d'équité" [LC/G.1601 (SES.23/4)], 19 mars 1990, et de : FMI, World Economic Outlook, avril 1988 et mai 1990.

22/ Voir Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1989, annexe (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.89.IV.1) et additif au Rapport de 1989 sur la situation sociale dans le monde, Rapport du Secrétaire général, 16 mars 1990 (A/45/137), chap. III.

23/ Une étude récente, qui tente de mesurer le solde des échanges de produits manufacturés des Etats-Unis avec l'Amérique latine, montre que l'important excédent bilatéral des Etats-Unis s'est considérablement contracté, de 18,6 milliards de dollars en 1980-1981 à 1,2 milliard de dollars en 1987. Selon cette étude, l'amenuisement de l'investissement en Amérique latine a des répercussions défavorables sur les exportations de biens d'équipement des Etats-Unis. Les auteurs notent que si une nouvelle stratégie de la dette n'est pas mise en œuvre, qui offre aux pays d'Amérique latine des ressources qui leur permettent d'assurer le service de leur dette, leurs excédents commerciaux ne disparaîtront pas. En ce sens, le problème de la dette est également un problème de l'industrie manufacturière américaine (souligné par les auteurs). Voir : Meeting World Challenges: U.S. Manufacturing in the 1990s, Rudiger Dornbusch. Paul Krugman et Yung Chul Park (Eastman Kodak Company, Rochester, 1989).

24/ Résolution S-18/3 de l'Assemblée générale, du 4 juin 1990, par. 8 et 9.

ANNEXE

Transfert net : exemple de quelques pays

1. La présente annexe contient une estimation des gains ou des pertes imputables aux termes de l'échange, de l'évolution des transferts financiers et de l'effet conjugué de ces deux variables sur les ressources internes disponibles de huit pays endettés - le Brésil, la Côte d'Ivoire, la Hongrie, l'Indonésie, le Mexique, le Nigéria, la Pologne et la République de Corée. On y trouvera aussi des notes décrivant brièvement l'expérience de ces pays durant les années 80.

2. Les gains ou pertes annuels imputables aux termes de l'échange sont calculés en multipliant la valeur des exportations pour une année donnée par la variation des termes de l'échange pour cette même année par rapport à l'année 1980, qui sert de référence. Le choix de 1980 étant arbitraire, les gains ou pertes dus à l'évolution des termes de l'échange doivent être considérés non pas comme une indication approximative d'une tendance séculaire, mais simplement comme l'incidence la plus immédiate sur le pays de l'évolution des termes de l'échange durant la décennie écoulée.

3. Les transferts financiers sont calculés compte tenu de la définition du "transfert net sur la base des dépenses" donnée par le Secrétariat du Département des affaires économiques et sociales internationales de l'ONU (voir Etude sur l'économie mondiale 1990, chap. IV, encadré IV.1 : Comment mesurer le transfert net de ressources financières des pays en développement).

4. L'effet net se mesure par la somme algébrique des gains ou pertes imputables aux termes de l'échange et du transfert financier. Les trois variables sont alors rapportées au PIB pour 1985 estimé en prix constants de 1980, les ratios ainsi obtenus donnant une indication approximative de la violence des chocs subis. Si l'on a jugé préférable de les rapporter au PIB de 1985, c'est que, en dollars courants, les valeurs annuelles successives du PIB sont déformées par les fortes fluctuations de change qui ont marqué la décennie. Les estimations obtenues sont présentées dans les tableaux établis pour chaque pays à la fin de l'annexe.

5. Il ressort des données présentées pour chacun des pays considérés que l'effet conjugué des pertes imputables aux termes de l'échange et des transferts financiers négatifs a été très marqué, encore que l'impact relatif des deux chocs ait varié selon les pays. Les facteurs exogènes communs aux différentes expériences nationales apparaissent lorsqu'on les considère globalement : les cours des produits de base, le dynamisme des marchés mondiaux et la hausse des taux d'intérêt internationaux sont autant de facteurs sur lesquels les pays n'ont pas eu de contrôle et dont l'évolution n'avait pas été prévue avec exactitude. Mais, bien qu'identiques, ces tendances de l'économie mondiale ont eu des conséquences différentes selon les pays, en fonction des conditions financières et économiques qui avaient cours au moment des chocs, des mesures prises pour y faire face et de la souplesse de la structure de l'appareil de production.

6. L'évolution des termes de l'échange sur le plan international a causé le plus de perturbations dans les pays qui, tributaires de l'exportation d'un ou de quelques produits primaires, n'ont pas été capables de diversifier la structure de

leurs exportations au profit des articles manufacturés (voir figure 1). C'est le cas des deux pays africains de l'échantillon. La situation de la République de Corée et celle de l'Indonésie sont complètement différentes. La République de Corée, qui était déjà dans les années 70 un exportateur net d'articles manufacturés et un importateur net de produits primaires, a vu ses termes de l'échange s'améliorer dans les années 80. L'Indonésie a pu, quant à elle, malgré une grave détérioration de ses termes de l'échange durant la deuxième moitié de la décennie, accroître le volume de ses exportations et modifier leur composition en augmentant la part relative des articles manufacturés par rapport au pétrole. Contrairement au Nigéria et à la Côte d'Ivoire, les pays d'Europe orientale et d'Amérique latine examinés dans la présente annexe bénéficiaient d'une base industrielle relativement développée et ils ont essayé de développer leurs exportations de produits non traditionnels avec des résultats appréciables mais néanmoins insuffisants. En partie à cause du préjugé défavorable dont les exportations ont fait traditionnellement l'objet dans leur politique d'industrialisation, ces pays n'ont pas réussi à accroître leurs exportations suffisamment rapidement pour que ce phénomène aille de pair avec la réorientation des flux financiers et ont été contraints de limiter leurs importations, ce qui a entravé la croissance et l'accumulation du capital.

7. La rapidité d'ajustement qu'imposait l'ampleur des chocs a représenté une tâche impossible pour certains pays. Par ailleurs, le niveau des transferts financiers négatifs ainsi que celui des gains ou pertes imputables à l'évolution des termes de l'échange ont différé sensiblement d'un pays à l'autre. L'impact de l'évolution du marché financier international, qui d'un marché d'emprunteurs dans les années 70 est devenu un marché de prêteurs dans les années 80, a varié selon le volume et la structure de la dette de chaque pays. L'encours de la dette par rapport au PIB et aux exportations, le poids relatif des prêts concessionnels et commerciaux, privés et publics, leur durée et les conditions de leur remboursement, tout ceci a influé sur le montant des transferts financiers négatifs. La capacité des pays à conclure des accords plus ou moins favorables lors des négociations de réaménagement successives et d'influencer et de contrôler les mouvements de capitaux privés en vue d'attirer ces capitaux au lieu de provoquer leur exode a également représenté un facteur important.

Brésil

8. Le transfert financier net en provenance du Brésil a été porté à 11 milliards de dollars en 1984-1985, soit plus de 4 % du PIB, avant d'atteindre un niveau plus élevé encore en 1988, où il s'est chiffré à quelque 17 milliards de dollars, représentant plus de 6 % du PIB. Parallèlement, les investissements ont décliné, passant de 22,5 % du PIB en moyenne durant la seconde moitié des années 70 à environ 16,5 % en 1984-1985 (voir tableau A.1).

9. L'intérêt net versé a constitué l'un des principaux éléments du transfert financier : après avoir fortement augmenté en 1981 et excédé 9 milliards de dollars (contre 6,3 milliards en 1980), il a enregistré un record en dépassant 11 milliards de dollars en 1982. Puis, il s'est quelque peu stabilisé, fluctuant autour de 10 milliards de dollars, pour ne retomber en-dessous des 9 milliards qu'en 1987 avec la baisse des taux d'intérêt mondiaux. L'inversion des flux de capitaux à

long terme (autres que l'investissement direct), la diminution des flux de capitaux à court terme (surtout en 1983-1984) et l'accélération en l'espace de quelques années de l'exode des capitaux ont également contribué à aggraver la position financière du pays.

10. Le Brésil a vu se détériorer sensiblement ses termes de l'échange au début des années 80 en raison du déclin des prix de ses principaux produits d'exportation agricoles, principalement le café, et de l'augmentation des prix pétroliers. La situation a continué de s'aggraver en 1982 et 1983. Les exportations ont atteint en valeur leur niveau le plus bas en 1982, seule année de la décennie où elles n'ont pas augmenté en termes réels. Les années suivantes ont vu une reprise graduelle tant des termes de l'échange que de la valeur globale des exportations, et ce, grâce à une restructuration progressive au profit des articles manufacturés, dont la part s'est accrue jusqu'à représenter plus de la moitié des exportations à partir de 1987, contre un peu plus de 30 % en 1980. Ainsi donc, en 1988, les exportations brésiliennes avaient pratiquement doublé en volume par rapport à leur niveau de 1980, mais leur pouvoir d'achat avait augmenté de moins de 80 %.

11. En dépit de la détérioration de ses termes de l'échange, le Brésil dégageait rapidement des excédents commerciaux qui sont passés d'environ un milliard de dollars en 1982 à 13 milliards de dollars en 1984. En 1988, ils atteignaient le record de 19 milliards de dollars. Mais cette amélioration de la balance commerciale résultait essentiellement de la diminution de la demande globale, de la détérioration des taux de change réels et d'une réduction extrême des importations, notamment durant la première moitié des années 80. Le taux annuel de croissance réel du PIB, qui représentait 8,5 % dans les années 70, n'était plus que de 2,6 % durant la période 1981-1989.

12. L'effet conjugué de l'évolution des termes de l'échange et du transfert financier, faible en 1981 et 1982 lorsque le transfert était encore positif, s'est chiffré à plus de 15 milliards de dollars en 1984 et en 1985, a diminué en 1986 puis a rebondi pour atteindre un niveau record en 1988 : près de 20 milliards de dollars. Il s'est affaibli en 1989, mais représentait néanmoins cette année-là une réduction des ressources intérieures disponibles de l'ordre de 5 % du PIB.

Côte d'Ivoire

13. Les termes de l'échange de la Côte d'Ivoire ont décliné au début des années 80, se sont rétablis partiellement en 1984-1986, puis sont retombés brutalement en 1987-1989 par suite de la détérioration de la situation, au demeurant instable, des deux principaux produits d'exportation traditionnels du pays : le chocolat et le café. Le chocolat en particulier représente plus de la moitié des exportations ivoiriennes totales. Son prix a commencé de baisser en 1984 et, en 1989-1990, il avait diminué de plus de moitié. L'impact de l'évolution des termes de l'échange dans le cas de la Côte d'Ivoire a donc été très défavorable sur l'ensemble de la décennie, et a été une cause décisive de la grave crise que traverse actuellement le pays. La réduction forcée de l'absorption intérieure se mesure au déclin spectaculaire du taux d'investissement, qui a diminué de moitié entre 1981 et 1984 et stagne depuis lors autour de 10 % du PIB, compromettant les perspectives de croissance. Le PIB a fléchi au début des

années 80, puis de nouveau à partir de 1987, et une nouvelle chute brutale est prévue pour 1990, quatrième année consécutive à connaître une croissance négative. Parallèlement, les salaires réels et le niveau de vie de la majorité de la population se sont gravement détériorés.

14. La Côte d'Ivoire a beaucoup emprunté à la fin des années 70, jouissant, grâce à l'essor des exportations de produits de base, d'un bon crédit sur les marchés financiers internationaux. Elle a donc entamé la décennie avec une dette représentant près de 60 % de son PNB. Dès 1982, le montant de la dette équivalait au PNB. Le service de la dette absorbait près de la moitié des recettes d'exportation du pays en 1983. Le transfert financier net était encore positif, mais un réaménagement s'avérait inévitable.

15. Les accords conclus en 1984 avec le Club de Paris et avec les banques commerciales se sont traduits par une baisse momentanée du ratio du service de la dette et par l'octroi de nouveaux crédits de la part des banques multilatérales et commerciales. Ce répit n'a pas empêché le transfert financier net de devenir négatif en 1984 et de le rester jusqu'en 1986. Au milieu de l'année 1986, la Côte d'Ivoire a obtenu de ses créanciers publics et privés un nouveau rééchelonnement de ses remboursements jusqu'en 1989. Ce nouvel échéancier s'est cependant avéré impossible à respecter en 1987 à cause de la détérioration continue des termes de l'échange. Le Gouvernement a donc suspendu le remboursement de sa dette et a fini par obtenir des Clubs de Paris et de Londres de nouveaux aménagements plus favorables en 1987 et 1988. Mais, même dans ces conditions, il a recommencé d'accumuler des arriérés, décourageant la Banque mondiale et le FMI de lui consentir de nouveaux prêts. Le résultat de ces multiples mesures de rééchelonnement est pour l'instant un rétablissement précaire du transfert financier net en direction de la Côte d'Ivoire, accompagné d'une forte augmentation de la dette extérieure du pays.

16. L'effet sur les ressources intérieures disponibles de termes de l'échange toujours négatifs et de transferts financiers tantôt positifs, tantôt négatifs, varie largement d'une année à l'autre. En 1981-1983, lorsque le transfert financier net était positif, l'effet conjugué des deux facteurs était également positif ou négligeable. Lorsque le transfert est devenu négatif, entre 1984 et 1986, le choc résultant des deux tendances fut très violent, équivalant à environ 11 % du PIB en 1985. En 1988 et 1989, le transfert financier est redevenu positif, ce qui a atténué l'impact de la détérioration continue des termes de l'échange (voir tableau A.2).

Hongrie

17. La Hongrie a effectué un transfert net de ressources financières vers l'extérieur dans les années 80 (voir tableau A.3). Ce transfert négatif suivait une période de transferts nettement positifs à la fin des années 70, qui avaient été financés par des emprunts sur les marchés financiers internationaux effectués à un rythme qui s'est avéré insoutenable. L'accroissement des exportations auquel il a fallu procéder a réduit l'absorption intérieure et les investissements ont été restreints. Le taux de formation brute de capital fixe a été ramené de 26,5 % à 22,5 % du PIB entre 1981 et 1985. On a décidé d'exporter une partie de la production destinée à la consommation intérieure, de réduire les importations et de

/...

puiser dans les réserves de devises. Les produits agricoles et les matières premières ont constitué l'essentiel de l'accroissement des exportations, les changements introduits au niveau de la structure de production, des techniques et du système d'incitation ne suffisant pas à assurer une croissance rapide et durable des exportations. L'économie a donc enregistré une stagnation en 1985. Le niveau des importations étant étroitement lié aux dépenses intérieures, l'ajustement à court terme opéré entre 1980 et 1985 reposait sur des mesures de réduction des importations.

18. Mais à partir de 1986, avec l'introduction du nouveau plan quinquennal, l'accélération de la croissance économique a immédiatement creusé le déficit commercial et il a fallu souscrire de nouveaux emprunts pour le financer : le montant brut de la dette extérieure est passé de 8,8 milliards de dollars à la fin de 1984 à plus de 20 milliards de dollars à la fin de 1989. L'accroissement des investissements en 1986 a occasionné des besoins financiers accrus, et l'augmentation des emprunts extérieurs dans un contexte d'économie de pénurie (avec une multitude de goulots d'étranglement) a approfondi les déséquilibres extérieurs, ce qui a nécessité par la suite un effort d'ajustement plus intensif. De 45 % en 1980, le taux d'endettement total par rapport au PNB a atteint 76 % en 1987, et il n'a commencé à diminuer qu'en 1988.

19. La détérioration substantielle des termes de l'échange a contribué à augmenter le ratio du service de la dette par rapport aux recettes d'exportation. Le rapport entre l'encours net de la dette et les exportations s'est également détérioré vis-à-vis des économies de marché, passant de 173 % en 1985 à 310 % en 1988. Globalement, le service de la dette a absorbé une part croissante des recettes d'exportation jusqu'en 1987. L'intérêt net versé est devenu le principal élément du transfert financier négatif dans les années 80.

20. La détérioration des termes de l'échange et un transfert financier en baisse ou négatif ont contribué au déclin du taux d'investissement dans les années 80. Etant donné l'importance que représentent les exportations dans la production intérieure, la Hongrie doit, pour relancer son économie, développer rapidement l'exportation de biens et de services (essentiellement dans le secteur du tourisme). Pour y parvenir, il lui faut opérer une profonde restructuration au profit des biens commercialisables. Et bien entendu, elle doit aussi pouvoir bénéficier d'un environnement commercial favorable et d'un appui financier.

Indonésie

21. En 1981, les sorties nettes de capitaux d'Indonésie ont été importantes et s'expliquent en grande partie par des excédents commerciaux substantiels dus à la hausse des prix du pétrole. Cette perte de capitaux n'a pas créé de difficultés exceptionnelles pour le pays, qui a pu y faire face grâce à une amélioration sensible des termes de l'échange. La situation est évidemment tout autre lorsqu'un pays doit, pour rendre sa balance commerciale excédentaire, réduire fortement ses importations. En 1981, les importations de l'Indonésie ont progressé au rythme rapide de 32 %. En 1982, la demande mondiale de pétrole s'étant affaiblie et la sécheresse ayant frappé le secteur agricole, les recettes dégagées par les exportations de produits pétroliers et non pétroliers ont décliné. La balance des ressources extérieures de l'Indonésie s'est détériorée, le déficit des opérations

courantes s'aggravant fortement : 5,5 milliards de dollars en 1982, plus de 6 milliards de dollars en 1983. En conséquence, l'Indonésie a fortement emprunté à l'étranger et a puisé sur ses réserves pour financer le déficit de sa balance des opérations courantes. En 1983, les entrées nettes de capitaux en Indonésie se sont élevées à 2,7 milliards de dollars. En 1984-1985, les sorties nettes de capitaux d'Indonésie se sont situées en moyenne aux alentours de 1,9 milliard de dollars. Une politique rigoureuse de restriction des importations a été mise en place, ce qui a exercé un effet défavorable sur les taux d'investissement mais a permis de ramener le déficit des opérations courantes à 2 milliards de dollars, en moyenne, pour cette période. Toutefois, le taux de croissance du PIB n'a été en 1985, que de 1,9 %, soit le taux le plus bas de toute la décennie. Le montant net des intérêts versés a fortement augmenté, se chiffrant à 1,3 milliard de dollars. En 1986, les transferts financiers nets ont retrouvé un solde positif, qui s'est situé aux alentours de 900 millions de dollars. Pendant la période 1987-1989, les transferts financiers nets sont redevenus négatifs en raison surtout des remboursements d'intérêts qui, en chiffres nets, ont été portés de 2,3 milliards de dollars en 1987 à 3,1 milliards de dollars en 1989. Toutefois, à la fin de la décennie, l'activité économique s'est redressée, grâce, entre autres, aux premiers effets favorables du programme indonésien de diversification des exportations par substitution de produits non pétroliers aux produits du pétrole.

22. Jusqu'en 1986, les termes de l'échange de l'Indonésie étaient largement déterminés par les fluctuations des cours internationaux du pétrole. En 1980, le secteur du pétrole et du gaz représentait 80 % des recettes en devises du pays. Dès 1987, les recettes provenant des exportations de produits non pétroliers avaient dépassé celles du pétrole, et elles représentent à l'heure actuelle plus de 60 % des recettes totales provenant des exportations. En 1986, la chute des prix mondiaux du pétrole s'est accompagnée d'une reprise des prix mondiaux du bois et du caoutchouc. Ce qui est remarquable, c'est que l'Indonésie est parvenue à diversifier considérablement ses exportations. Les recettes supplémentaires obtenues grâce aux exportations de produits non énergétiques proviennent pour la plupart des exportations de produits industriels, notamment de produits du bois, de vêtements et de textiles. Toutefois, les termes de l'échange de l'Indonésie ont souffert de la faiblesse persistante des cours du pétrole, qui continue de représenter près de 40 % des recettes totales provenant des exportations, ainsi que des variations totalement imprévisibles des cours de certains produits de base. La détérioration des termes de l'échange a certes eu une incidence négative sur l'économie, mais elle a été mieux absorbée par l'Indonésie que par d'autres pays. En 1984 et 1989, les termes de l'échange se sont détériorés de plus de 40 %, mais le taux d'investissement n'a baissé que de quelques points de pourcentage.

23. Au début des années 80, sous l'effet conjugué des variations des transferts financiers nets et des termes de l'échange, l'Indonésie a vu croître le montant global de ses ressources disponibles. La balance commerciale a été nettement positive jusqu'en 1984. Toutefois, ces effets conjugués ont commencé à avoir une incidence négative en 1984, dernière année où l'on ait enregistré un excédent commercial, qui s'est poursuivie pendant le reste de la décennie (voir tableau A.4).

/...

Mexique

24. Les transferts financiers nets du Mexique sont négatifs depuis 1982. Ils ont atteint en 1984 un chiffre record de 14 milliards de dollars, soit plus de 7 % du PIB. Comme c'est le cas pour la plupart des pays fortement endettés, surtout en Amérique latine, cette évolution négative est essentiellement due à la quasi-cessation de tout octroi de prêt et à l'augmentation des sommes remboursées au titre des intérêts. Dans un premier temps, la fuite des capitaux a également contribué à creuser le solde négatif des transferts financiers nets. Depuis 1985, la sortie des ressources financières s'est ralentie en raison de la baisse relative des taux d'intérêt et du rééchelonnement de la dette mexicaine. Vers la fin de la décennie, les sorties de ressources financières s'élevaient à 5 milliards de dollars environ, soit 2,5 % du PIB.

25. Soucieux de s'ajuster au nouvel environnement économique du début des années 80, le Mexique a adopté des mesures budgétaires et monétaires extrêmement rigoureuses et un taux de change plus réaliste, de façon à pouvoir réaliser des excédents commerciaux. La balance commerciale s'était déjà considérablement redressée en 1983, mais au cours de cette même année, le pays a connu une grave recession concrétisée par un recul des investissements, qui n'ont plus représenté que 17 % du PIB, contre 27 % en 1981, et par une contraction de 4,2 % de l'activité économique.

26. L'économie mexicaine a été en outre gravement touchée par l'instabilité des cours du pétrole qui déterminent pour l'essentiel l'évolution des termes de l'échange du pays. En 1986, les cours du pétrole ont chuté de 50 %. Les conséquences en ont été sérieuses pour l'économie mexicaine qui continuait d'être considérablement tributaire du secteur pétrolier, tant pour les recettes publiques que pour les recettes provenant des exportations, malgré des efforts de diversification. Le PIB s'est contracté de 3,8 % et l'investissement a continué de chuter.

27. Ces derniers temps toutefois, le Mexique est devenu moins tributaire du pétrole. La diminution constante de la part du pétrole dans les exportations mexicaines est due à un effet conjugué de prix et de quantités, et de leur côté, les exportations de produits manufacturés n'ont cessé de progresser. Ceux-ci ont représenté plus de 50 % des exportations mexicaines en 1989. Cependant, les termes de l'échange du Mexique n'ont pas encore regagné le terrain perdu. Par rapport aux niveaux de 1990, le pays connaît encore un déficit commercial d'environ 4 % de son PIB.

28. Pour l'économie mexicaine, les effets conjugués des transferts financiers et de l'évolution des termes de l'échange ont été considérables. Ils se sont traduits par une réduction sensible des ressources intérieures disponibles. C'est en 1984 que l'incidence négative a été la plus marquée, se chiffrant à près de 18 milliards de dollars, soit près de 9 % du PIB. Ce pourcentage était encore de 7 % en 1989 (voir tableau A.6).

Nigéria

29. En raison de l'étroitesse et de la fragilité de sa base industrielle, le Nigéria n'a pas été en mesure de remplacer ses exportations d'hydrocarbures par des exportations de produits manufacturés pour en tirer l'essentiel de ses rentrées en devises à une époque où les cours mondiaux du pétrole enregistraient une baisse spectaculaire. En fait, le Nigéria n'a cessé tout au long des années 80 d'être extrêmement tributaire de ses exportations pétrolières. D'autres exportations traditionnelles, comme celles de cacao et de café, dont la production avait été partiellement relancée ces dernières années, ont subi le contrecoup des conditions défavorables des marchés mondiaux. De ce fait, les termes de l'échange du Nigéria ont commencé à se détériorer dès 1982. En 1989, la situation ne s'est que partiellement améliorée car la reprise des exportations de pétrole, tant en prix qu'en quantité, a été en partie contrecarrée par une chute des exportations des produits non pétroliers, si bien que le Nigéria est aujourd'hui plus tributaire que jamais du pétrole.

30. C'est depuis une époque relativement récente que le Nigéria s'est lourdement endetté. Son endettement a commencé à être sensible en 1978, et il a pris des proportions considérables au début des années 80. En conséquence, en 1981-1983 le Nigéria a enregistré de très fortes entrées nettes de capitaux. Lorsque les remboursements des prêts sont arrivés à échéance, que les recettes pétrolières se sont effondrées et que les capitaux privés ont fui de plus en plus une économie nigérienne mal en point, la situation financière du pays est devenue précaire. Les transferts financiers nets sont devenus négatifs à partir de 1984, malgré des arriérés et, en 1986, l'effondrement des recettes des exportations pétrolières, ramenées à un quart environ de ce qu'elles étaient en 1980, a forcé le Gouvernement à adopter un programme d'ajustement structurel et à s'efforcer de rééchelonner sa dette. Ce rééchelonnement a donné lieu à de longues négociations, mais la persistance de la crise intérieure, la faiblesse des prix mondiaux du pétrole et le niveau élevé des taux d'intérêt internationaux ont eu pour résultat d'alourdir sans cesse le service de la dette, dont on prévoit qu'il se chiffrera à près de 5 milliards de dollars en 1991. Un rééchelonnement de la dette a été renégocié au cours des premiers mois de 1989, qui s'est traduit par un nouvel accord assorti de conditions plus favorables : la totalité de la dette multilatérale doit être remboursée sur 20 ans, avec un différé d'amortissement de trois ans. Une autre dette de 12 milliards de dollars avait fait déjà l'objet d'un réaménagement avec les Clubs de Paris et de Londres. Malgré ces accords et la reprise partielle des exportations pétrolières, le Nigéria a accusé à nouveau en 1989 des sorties de capitaux. C'est cependant le service de la dette qui continue à représenter une part importante des sorties de capitaux du pays et elle a atteint 1,75 milliard de dollars en 1989, selon les estimations préliminaires de la Banque mondiale.

31. Les entrées de capitaux au Nigéria ont été globalement positives et importantes en 1981 et 1982, en raison de leurs composantes financière et commerciale. Lorsque les termes de l'échange ont commencé à se détériorer en 1983, ils ont été néanmoins plus que contrebalancés par les transferts financiers; mais à partir de 1984, ces deux composantes sont devenues négatives, d'où une réduction des ressources intérieures disponibles de plus de 5 milliards de dollars par an, en moyenne, pendant la période 1985-1988 (voir tableau A.7).

/...

32. Les sorties nettes de capitaux et la détérioration des termes de l'échange se sont traduits par une réduction du taux d'investissement qui ne représentait plus, vers la fin des années 80, que le tiers de son niveau de 1981. Le PIB a accusé une progression négative pendant la plus grande partie de la décennie. Une reprise modeste est intervenue en 1988-1989, dont on prévoit qu'elle se poursuivra à court terme. Toutefois, les taux de croissance réalisés jusqu'à présent ont été à peine suffisants pour éviter la chute du PIB par habitant, qui est déjà redescendu à un niveau proche de celui des années 60.

Pologne

33. Durant les années 70, la Pologne s'est efforcée d'imprimer une impulsion à son économie en développant considérablement l'investissement, et à cet effet elle a notamment contracté d'importants emprunts à l'étranger. L'endettement brut du pays vis-à-vis des pays à économie de marché a plus que deux fois décuplé entre 1970 et 1980, ayant été porté de 1,2 milliard à 24,1 milliards de dollars. Un tiers seulement des emprunts avaient été contractés auprès de banques commerciales, et le reste auprès de gouvernements étrangers. Comme 50 % environ de ces engagements venaient à échéance en 1979 et 1980, seule une interdiction totale des importations réglables en devises fortes alliée à une politique de maintien des exportations aurait pu permettre de dégager les ressources financières nécessaires à l'économie polonaise pour ne pas sombrer en 1980. Les nouveaux crédits obtenus n'ont pas permis de combler le déficit en ressources et en mars 1981, le Gouvernement a annoncé un moratoire sur le remboursement de sa dette. Toutes les conditions étaient réunies pour une crise d'endettement. Il a donc fallu obtenir un rééchelonnement de la dette, auquel ont fait suite au cours des années suivantes d'autres réaménagements.

34. Entre 1981 et 1988, le montant des sorties nettes de capitaux de la Pologne s'est élevé à 11 milliards de dollars (voir tableau A.8). Après le rééchelonnement de la dette, la Pologne a recouru surtout à des mesures administratives pour réduire radicalement ses importations, notamment de machines et d'outillage et faire baisser ainsi les taux d'absorption intérieure. Il a été toutefois impossible de développer substantiellement les exportations. Ce n'est qu'à partir de 1987 que celles-ci ont amorcé une légère reprise. La balance des opérations courantes accusait un solde total négatif de 15 milliards de dollars, imputable essentiellement au déficit de la balance des services. L'endettement ne faisant que s'aggraver, le service de la dette est devenu l'un des éléments clefs de la position de la balance globale des paiements du pays.

35. La détérioration des termes de l'échange et la progression des sorties de capitaux expliquent, entre autres, la faiblesse des taux d'investissement tout au long des années 80. Vers la fin de 1989, les autorités polonaises, face au déclin de la production industrielle et aux résultats médiocres du secteur agricole, à des pénuries graves d'approvisionnement tenant aux restrictions des importations, à une faible progression des exportations et à une forte inflation, ont décidé de mettre en place un programme d'austérité. Ce programme vise à stabiliser et à réformer l'économie intérieure en renforçant le rôle des forces du marché. Le FMI soutient ce programme par un accord de confirmation.

/...

36. Les arrangements financiers pour les années 90 comprennent tout d'abord un accord exceptionnel de rééchelonnement de la dette, conclu avec le Club de Paris, portant sur 9,4 milliards de dollars. Cet accord englobe les arriérés du service de la dette accumulés à la fin de 1989, ainsi que toutes les échéances d'intérêt et de principal tombant entre la date de l'accord et la fin mars 1991. Les paiements seront suspendus pour huit ans, puis échelonnés sur six ans. Il se pourrait aussi qu'une partie de la dette soit annulée. On espère ainsi réduire les sorties nettes de capitaux au cours des années 90.

République de Corée

37. Les transferts financiers nets vers la République de Corée se sont élevés à 3,7 milliards de dollars en 1980, ont chuté à 2,2 milliards de dollars en 1981 et ont été pratiquement nuls en 1982. Pendant cette période, le déficit de la balance des opérations courantes a été réduit de moitié, étant ramené de 5,4 milliards à 2,7 milliards de dollars, et le montant net des intérêts versés est passé de 2,1 milliards de dollars à 3,1 milliards de dollars. Pendant le reste des années 80, les sorties nettes de capitaux de la République de Corée ont progressé rapidement, passant de près de 700 millions de dollars en 1983 à 15 milliards en 1988. En 1983-1985, le déficit de la balance des opérations courantes a été ramené de 1,6 milliard à moins de 1 milliard de dollars et les montants nets des intérêts versés se sont situés, en moyenne, aux alentours de 3 milliards de dollars. En 1986, les sorties nettes de capitaux de la Corée ont pratiquement quadruplé pour atteindre 6,7 milliards de dollars, tandis que la balance des opérations courantes oscillait entre un déficit de près de 1 milliard de dollars et un excédent de 4,5 milliards de dollars. Les deux années qui ont suivi ont enregistré d'importants excédents commerciaux, d'où une augmentation des sorties nettes de capitaux de la République de Corée. Depuis 1987, le pays a accéléré le remboursement de sa dette extérieure et il devrait devenir un pays créancier net au début des années 90. L'encours total de la dette extérieure s'élevait à 40,5 milliards de dollars en 1987, n'était plus que de 28,9 milliards de dollars en 1989 et elle devrait être ramenée à 27 milliards de dollars en 1990. Le programme de remboursement accéléré de la dette est une des causes des fortes sorties nettes de capitaux enregistrées ces dernières années (voir tableau A.5).

38. Les termes de l'échange du pays sont restés relativement neutres pendant la première moitié de la décennie. Importatrice de pétrole, la Corée a enregistré des améliorations considérables des termes de l'échange depuis 1986. Le taux d'épargne intérieure, déjà élevé vers la fin des années 70, a continué d'augmenter pendant la deuxième moitié des années 80. Depuis 1984, l'épargne intérieure a représenté plus de 30 % du PIB et en a presque atteint les 40 % en 1988. Ainsi, la progression des sorties nettes de capitaux a été contrebalancée par une augmentation de l'épargne intérieure.

39. La rapidité des hausses salariales depuis 1987 (à des taux annuels de 10-20 %), liée à un fléchissement de la productivité, s'est traduite par de fortes augmentations des coûts unitaires de la main-d'oeuvre, déjà sensiblement plus élevés que dans les principaux pays concurrents de la Corée. De surcroît, le won s'est apprécié de 28 et de 32 %, en termes nominaux et réels respectivement, entre

le début de 1988 et le milieu de 1989. Le résultat global a été une chute considérable de l'excédent de la balance des opérations courantes, ramené à 5,8 milliards de dollars, et une baisse correspondante des sorties nettes de capitaux en 1989.

40. C'est surtout parce qu'elle a utilisé efficacement les fonds empruntés pour doter son secteur manufacturier d'une capacité exportatrice que la République de Corée a pu enregistrer, sans discontinuer, des taux d'investissement élevés et une croissance économique rapide tout au long des années 80. La formation brute de capital fixe a augmenté pendant cette décennie, tandis que le PIB progressait à un taux annuel moyen de plus de 8 % entre 1981 et 1989.

Tableau A.1

Brésil : transfert de ressources

(En milliards de dollars et en pourcentage du PIB)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Exportations	23,3	20,2	21,9	27,0	25,5	22,5	26,2	33,4	34,7
Termes de l'échange (1980 = 100)	85	80	78	85	83	97	87	92	87
(PIB en 1985 : 258 milliards de dollars)									
Gains (pertes) résultant des échanges	-3,5	-4,1	-4,9	-4,0	-4,4	-0,7	-3,4	-2,7	-4,5
Par rapport au PIB	-1,4	-1,6	-1,9	-1,6	-1,7	-0,3	-1,3	-1,0	-1,7
Transferts financiers nets	1,6	2,8	-4,1	-11,4	-10,7	-5,9	-8,3	-16,9	-10,2
Par rapport au PIB	0,6	1,1	-1,6	-4,4	-4,1	-2,3	-3,2	-6,6	-4,0
Effet sur l'ensemble des ressources intérieures disponibles	-1,9	-1,3	-9,0	-15,4	-15,1	-6,6	-11,7	-19,6	-14,7
Par rapport au PIB	-0,7	-0,5	-3,5	-6,0	-5,9	-2,6	-4,5	-7,6	-5,7
Pour mémoire :									
Croissance du PIB en prix constants	-3,4	0,6	-3,4	5,1	3,4	7,5	3,7	-0,3	3,0
Formation brute de capital fixe dans le PIB	21,0	19,5	16,9	16,2	16,7	19,0	18,3	17,6	17,7

Source : Département des affaires économiques et sociales internationales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Tableau A.2

Côte d'Ivoire : transfert de ressources

(En milliards de dollars et en pourcentage du PIB)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Exportations	2,4	2,3	2,1	2,6	2,7	3,2	3,1	2,4
Termes de l'échange (1980 = 100)	89	81	77	86	85	88	78	75
(PIB en 1985 : 10,3 milliards de dollars)								
Gains (pertes) résultant des échanges	-0,3	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,7	-0,6
Par rapport au PIB	-2,6	-4,2	-3,9	-3,5	-3,9	-3,7	-6,6	-5,8
Transferts financiers nets	0,9	0,5	0,4	-0,4	-0,7	-0,3	0,0	0,5
Par rapport au PIB	8,7	4,9	3,9	-3,9	-6,8	-2,9	0,0	4,9
Effet sur l'ensemble des ressources intérieures disponibles	0,6	0,1	0,0	-0,8	-1,1	-0,7	-0,7	-0,1
Par rapport au PIB	6,2	0,6	0,0	-7,4	-10,7	-6,6	-6,6	-1,0
Pour mémoire :								
Croissance du PIB en prix constants	1,2	-3,3	-1,0	-4,8	5,0	4,0	-6,1	-3,2
Formation brute de capital fixe dans le PIB	20,0	16,9	14,7	9,4	10,3	9,4	9,7	10,1

Source : Département des affaires économiques et sociales internationales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Tableau A.3

Hongrie : transfert de ressources

(En milliards de dollars et en pourcentage du PIB)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Exportations	8,9	9,1	8,9	8,8	8,9	9,1	9,8	10,3
Termes de l'échange (1980 = 100)	96,7	94,5	92,5	89,7	89,6	86,4	87,4	89,6
(PIB en 1985 : 20,7 milliards de dollars)								
Gains (pertes) résultant des échanges	-0,3	-0,5	-0,7	-1,0	-1,0	-1,2	-1,2	-1,1
Par rapport au PIB	-1,4	-2,4	-3,4	-4,8	-4,8	-5,8	-5,8	-5,3
Transferts financiers nets	-0,2	-0,5	-0,7	-1,1	-0,7	0,4	-0,3	-0,6
Par rapport au PIB	-1,0	-2,4	-3,4	-5,3	-3,4	1,9	1,4	-2,9
Effet sur l'ensemble des ressources intérieures disponibles	-0,5	-1,0	-1,4	-2,1	-1,7	-0,8	-1,5	-1,7
Par rapport au PIB	-2,4	-4,8	-6,8	-10,1	-8,2	-3,9	-7,2	-8,2
Pour mémoire :								
Croissance du PIB en prix constants	2,9	2,8	0,7	2,7	-0,3	1,5	4,0	-0,1
Formation brute de capital fixe dans le PIB	26,5	25,2	24,6	23,0	22,5	24,0	24,8	21,1

Source : Département des affaires économiques et sociales internationales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, sur la base de sources internationales.

Tableau A.4

Indonésie : transfert de ressources

(En milliards de dollars et en pourcentage du PIB)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Exportations	23,4	19,7	18,7	20,7	18,5	14,4	17,2	19,4	22,1
Termes de l'échange (1980 = 100)	111	111	103	105	98	64	68	59	60
(PIB en 1985 : 93,7 milliards de dollars)									
Gains (pertes) résultant des échanges	2,6	2,2	0,6	1,0	-0,4	-5,2	-5,5	-8,0	-8,8
Par rapport au PIB	2,7	2,3	0,6	1,1	-0,4	-5,5	-5,9	-8,5	-9,4
Transferts financiers nets	-2,2	2,5	2,7	-2,1	-1,6	0,9	-1,4	-2,5	-1,7
Par rapport au PIB	-2,3	2,7	2,9	-2,2	-1,7	1,0	-1,5	-2,7	-1,8
Effet sur l'ensemble des ressources intérieures disponibles	0,4	4,7	3,3	-1,1	-2,0	-4,3	-6,9	-10,5	-10,5
Par rapport au PIB	0,4	5,0	3,5	-1,1	-2,1	-4,6	-7,4	-11,2	-11,2
Pour mémoire :									
Croissance du PIB en prix constants	7,9	2,2	4,5	4,2	1,9	3,0	3,6	5,4	6,0
Formation brute de capital fixe dans le PIB	22,7	24,1	23,7	21,0	19,2	19,1	19,3	17,7	n. c.

Source : Département des affaires économiques et sociales internationales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Tableau A.5

Mexique : transfert de ressources

(En milliards de dollars et en pourcentage du PIB)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Exportations	20,0	21,2	22,3	24,2	21,7	16,0	20,6	20,6	22,7
Termes de l'échange (1980 = 100)	101	87	91	85	86	65	69	60	63
(PIB en 1985 : 10,3 milliards de dollars)									
Gains (pertes) résultant des échanges	0,2	-2,8	-1,9	-3,7	-3,0	-5,6	-6,4	-8,2	-8,4
Par rapport au PIB	0,1	-1,5	-1,0	-1,9	-1,6	-2,9	-3,3	-4,2	-4,3
Transferts financiers nets	6,1	-6,1	-10,5	-14,1	-9,3	-5,9	-10,7	-4,4	-4,7
Par rapport au PIB	3,1	-3,1	-5,4	-7,3	-4,8	-3,0	-5,5	-2,3	-2,4
Effet sur l'ensemble des ressources intérieures disponibles	6,3	-8,9	-12,4	-17,8	-12,3	-11,5	-17,1	-12,6	-13,1
Par rapport au PIB	3,2	-4,6	-6,4	-9,2	-6,4	-5,9	-8,8	-6,5	-6,8
Pour mémoire :									
Croissance du PIB en prix constants	8,8	-0,6	-4,2	3,6	2,6	-3,8	1,5	1,1	3,0
Formation brute de capital fixe dans le PIB	26,5	22,2	16,6	17,0	17,9	16,4	16,1	16,9	17,8

Source : Département des affaires économiques et sociales internationales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Tableau A.6

Nigéria : transfert de ressources

(En milliards de dollars et en pourcentage du PIB)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Exportations	18,0	12,1	10,3	11,9	13,1	6,6	7,5	7,4
Termes de l'échange (1980 = 100)	114,0	107,0	95,0	95,0	93,0	51,0	57,0	45,0
(PIB en 1985 : 66,1 milliards de dollars)								
Gains (pertes) résultant des échanges	2,5	0,8	-0,5	-0,6	-0,9	-3,2	-3,2	-4,1
Par rapport au PIB	3,8	1,3	-0,8	-0,9	-1,4	-4,9	-4,9	-6,2
Transferts financiers nets	5,5	6,1	3,5	-1,3	-4,0	-1,3	-2,7	-1,7
Par rapport au PIB	8,3	9,2	5,3	-2,0	-6,1	-2,0	-4,1	-2,6
Effet sur l'ensemble des ressources intérieures disponibles	8,0	6,9	3,0	-1,9	-4,9	-4,5	-5,9	-5,8
Par rapport au PIB	12,1	10,5	4,5	-2,9	-7,4	-6,9	-9,0	-8,7
Pour mémoire :								
Croissance du PIB en prix constants	-5,9	-1,9	-6,4	-5,5	2,4	-5,0	-2,0	4,0
Formation brute de capital fixe dans le PIB	22,1	16,4	13,3	7,7	8,4	8,9	8,1	7,4

Source : Département des affaires économiques et sociales internationales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Tableau A.7

Pologne : transfert de ressources

(En milliards de dollars et en pourcentage du PIB)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Exportations	10,5	11,5	11,6	11,6	10,9	11,9	12,0	13,8
Termes de l'échange (1980 = 100)	92,3	86,8	84,6	82,7	84,6	84,1	85,8	87,7
(PIB en 1985 : 79 milliards de dollars)								
Gains (pertes) résultant des échanges	-0,8	-1,5	-1,8	-2,0	-1,7	-1,9	-1,7	-1,7
Par rapport au PIB	-1,0	-1,9	-2,3	-2,5	-2,2	-2,4	-2,2	-2,2
Transferts financiers nets	1,1	-1,1	-1,2	-1,6	-1,6	-1,6	-2,5	-2,9
Par rapport au PIB	1,4	-1,4	-1,5	-2,0	-2,0	-2,0	-3,2	-3,7
Effet sur l'ensemble des ressources intérieures disponibles	0,3	-2,6	-3,0	-3,6	-3,3	-3,5	-4,2	-4,6
Par rapport au PIB	0,4	-3,3	-3,8	-4,6	-4,2	-4,4	-5,3	-5,8
Pour mémoire :								
Croissance du PIB en prix constants	-10,0	-4,8	5,6	5,6	3,6	4,2	2,0	4,1
Formation brute de capital fixe dans le PIB	18,7	20,1	20,1	20,7	21,3	21,9	22,6	22,5

Source : Département des affaires économiques et sociales internationales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, sur la base de sources internationales.

Tableau A.8

République de Corée : transfert de ressources
(En milliards de dollars et en pourcentage du PIB)

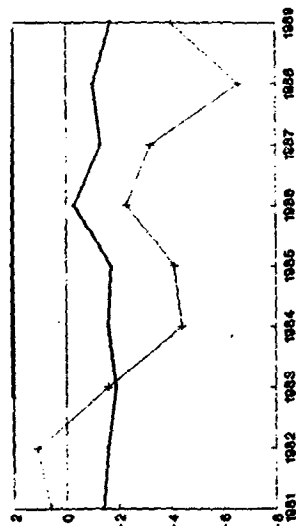
	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Exportations	20,7	20,9	23,3	26,4	26,4	33,8	46,1	59,7	61,1
Termes de l'échange (1980 = 100) (PIB en 1985 : 90 milliards de dollars)	98	100	101	98	100	106	106	109	105
Gains (pertes) résultant des échanges	-0,4	0,0	0,2	-0,5	0,0	2,0	2,8	5,4	3,1
Par rapport au PIB	-0,5	0,0	0,3	-0,6	0,0	2,3	3,1	6,0	3,4
Transferts financiers nets	2,2	0,0	-0,7	-1,4	-1,7	-6,7	-11,4	-14,8	-5,8
Par rapport au PIB	2,4	0,0	-0,8	-1,6	-1,9	-7,4	-12,7	-16,4	-6,4
Effet sur l'ensemble des ressources intérieures disponibles	1,8	0,0	-0,5	-1,9	-1,7	-4,7	-8,6	-9,4	-2,7
Par rapport au PIB	2,0	0,0	-0,5	-2,1	-1,9	-5,2	-9,6	-10,5	-3,1
Pour mémoire :									
Croissance du PIB en prix constants	6,9	5,5	9,5	7,9	5,1	12,0	11,1	12,2	6,7
Formation brute de capital fixe dans le PIB	28,8	29,6	31,2	31,5	30,9	30,4	32,0	32,1	n. c.

Source : Département des affaires économiques et sociales internationales du Secrétariat
de l'Organisation des Nations Unies.

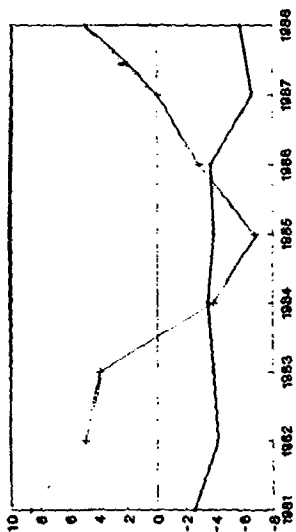
/...

Figure 1
 Transferts de ressources dans certains pays en développement
 (en pourcentage du PIB)

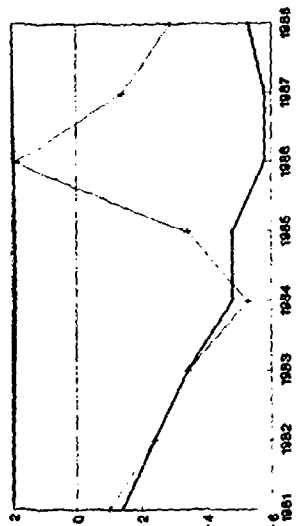
BRESIL



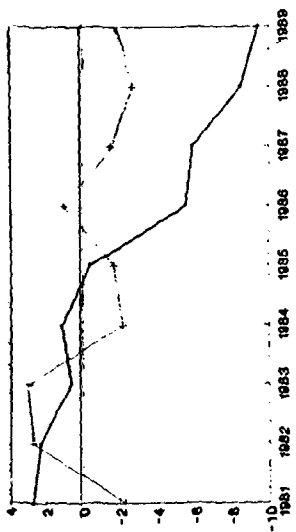
COTE D'IVOIRE



HONGRIE



INDONESIE



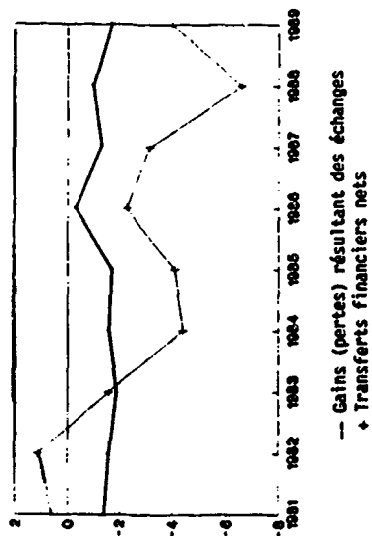
— Gains (pertes) résultant des échanges
 + Transferts financiers nets

— Gains (pertes) résultant des échanges
 + Transferts financiers nets

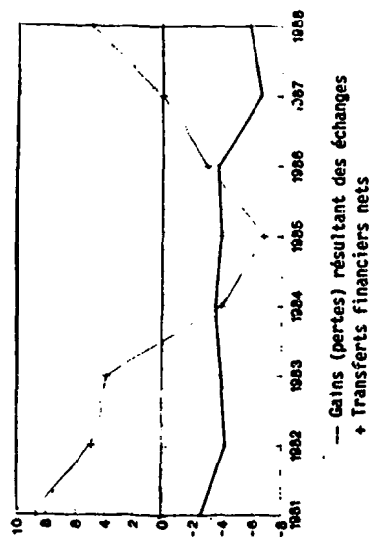
...

Figure 1 (suite)

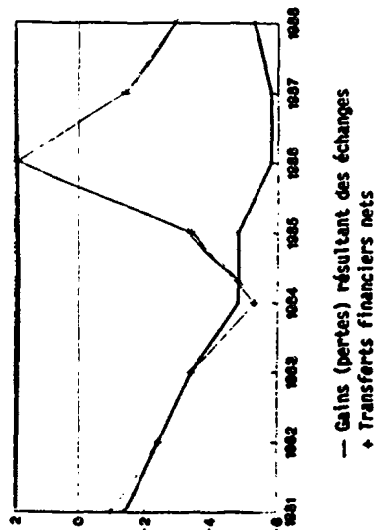
MEXIQUE



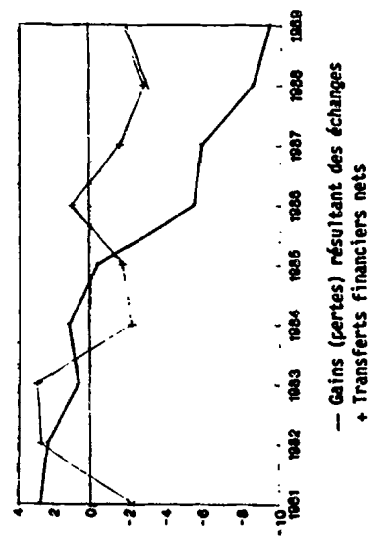
NIGERIA



POLOGNE



REPUBLIQUE DE CORÉE



Source : Département des affaires économiques et sociales internationales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.